

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

Centre d'Adiopodoumé

Section Sciences Humaines

ETUDE DE COMPTABILITE NATIONALE

Les Opérations Financières des Entreprises en
Côte d'Ivoire sur la période 1963 - 1965

André SCHWARTZ

Décembre 1966

SOMMAIRE

Pages

| | |
|---|-----|
| <u>INTRODUCTION</u> | 1 |
| <u>DONNEES PRELIMINAIRES</u> | 3 |
| - Comptes financiers des Sociétés Industrielles Commerciales et Divers, à partir de leurs dossiers fiscaux | 5 |
| - Tableaux résumés des Opérations Financières à partir des Statistiques BCEAO | 12 |
| <u>PREMIERE PARTIE</u> | 22 |
| - Avoirs et Engagements bancaires des Entreprises, d'après les Statistiques BCEAO et la Centrale des Risques | 23 |
| - Les Opérations Financières des Entreprises de type "Sociétés" d'après le "Sondage BIC" | 30 |
| . Etude analytique CTB Actif | 33 |
| CTB Passif) | |
|) MTLT | 35 |
|) Marché financier | 39 |
|) Court terme hors banque | 41 |
| . Etude globale | 47 |
| <u>DEUXIEME PARTIE = Les Investissements</u> | 51 |
| - Données issues des Comptes d'Agents | 54 |
| . Investissements des Sociétés Industrielles et Commerciales | 55 |
| . Investissements des Autres Agents | 61 |
| - Données issues de l'Equilibre Emplois-Ressources | 68 |
| . Equipement total en produit n°23 | 69 |
| . Equipement total en produit n° 16 et 17 | 78 |
| - Tableau résumé des Investissements | 91 |
| <u>TROISIEME PARTIE</u> | |
| - Comptes de Capital et Comptes financiers de l'Agent "Entreprises" | 93 |
| . Comptes de Capital | 94 |
| . Comptes Financiers | 99 |
| <u>CONCLUSION</u> | 103 |
| <u>ANNEXE</u> - Notes rapides et Résultats globaux relatifs aux Sociétés Commerciales, aux Transitaires et aux Sociétés Immobilières à partir de l'étude de leurs dossiers fiscaux | |
| Commercie = Bilans cumulés | 112 |
| Bilans différentiels | 119 |
| Transitaires | 125 |

INTRODUCTION

Cette étude s'inscrit dans le cadre plus large de l'analyse des circuits et des comportements financiers en Côte d'Ivoire.

Il apparait rapidement que toute une part de l'activité financière échappe, si l'on ne s'attache pas, dépassant les données "bancaires", à approfondir la nature des relations financières (et leur intensité) que les secteurs productifs entretiennent directement, entre eux et avec les autres agents économiques, en particulier l'Extérieur (1). Cette remarque valable pour tout pays, prend d'autant plus de poids dans le cas d'un pays sous-développé. En Côte d'Ivoire, l'absence d'un marché financier organisé, l'étroitesse du marché monétaire entraînent que nombre de Créances et Dettes - qui rendent nécessaires la poursuite normale des activités de production, d'achat et de vente, et l'impératif d'assurer constamment des ressources suffisantes de trésorerie tout en finançant au mieux les immobilisations - se traitent de gré à gré, hors des circuits institutionnels, et relèvent, pour être appréhendées, d'une analyse spécifique.

Le cadre méthodologique de notre démarche sera celui de la Comptabilité Nationale: l'analyse s'ordonnera autour de la constitution d'un tableau d'opérations financières des entreprises.

Les données que procure la documentation publiée par la BCEAO, celle fournie par la Centrale des Risques, et certains éléments de la Comptabilité publique, seront confrontées à l'information que permet l'étude des bilans des Sociétés Commerciales et industrielles, laquelle constitue l'armature de la démonstration.

Ces divers éléments éclairent l'activité financière de sous-groupes plus ou moins concordants de l'Agent "Entreprise" - Pour certains secteurs aucune information directe ne sera disponible, et c'est l'estimation de leurs investissements, par l'équilibre Emplois-Ressources des biens d'équipement et la constitution d'un compte global de capital, qui permettra d'apprécier sommairement le volume de leurs opérations financières.

(1) Les Autres Agents (Ménages, Administrations) sont justifiables à un degré moindre, d'une semblable étude spécifique.

Combinant des analyses par type d'information, par secteurs d'activité, par type d'opérations, et aidée par l'étude des investissements, la démarche s'appuie sur des données plutôt hétérogènes. Chacune des informations partielles fournit, dans son ordre, une précision d'une certaine qualité; leur confrontation et mise en commun ramène cette précision à son minimum. Aussi cette étude globale est-elle bien plus entachée d'incertitude que chacun des travaux partiels qui auront concouru à son élaboration.

Il s'agira donc de ne pas appauvrir l'information, déjà sommaire, par une synthèse trop rapide, et de laisser leur place à toute une série de calculs intermédiaires. Ce souci risque fort d'embrouiller et d'alourdir l'exposé. Aussi bien le présent travail, quoiqu'il vise à contribuer à une vue plus globale des mécanismes financiers trouve-t-il avant tout sa justification dans l'exercice auquel il convia de préciser la démarche méthodologique.

Données Préliminaires

- Comptes financiers des sociétés industrielles, commerciales et divers à partir de leurs dossiers fiscaux.

- Tableaux résumés des Opérations Financières à partir des Statistiques BCEAD.

Données préliminaires

La constitution du tableau financier de l' "Agent Entreprise" sous entend que soient disponibles une série d'informations qui font pour la plupart cruellement défaut dans un pays sous-développé. Aussi le présent travail n'a-t-il pu s'ébaucher qu'après qu'eurent été réunis certains matériaux, tels les bilans résumés des principales sociétés industrielles et commerciales.

En préambule à l'étude proprement dite, seront donc brièvement rassemblées deux séries d'informations, l'une relative aux statistiques bancaires, l'autre issue du dépouillement, auprès des Services de Contributions, des dossiers d'un échantillon de Sociétés.

D'autres éléments, de taille moins encombrante, seront adjoints au cours de l'étude elle-même.

Comptes financiers des sociétés industrielles, commerciales
et divers

Il a déjà été rendu compte de la démarche qui fut entreprise, et des résultats obtenus, concernant les sociétés industrielles(1) = dépouillement des dossiers fiscaux et constitution - globalement et par secteur - de comptes de capital et de tableaux de financement.

Une étude analogue a été réalisée pour les sociétés commerciales, les transitaires et les sociétés immobilières, avec des succès divers.

Le passage de la Comptabilité privée à la Comptabilité Nationale pose de difficultés spécifiques qu'il est bon de garder présentes à l'esprit, lorsqu'on utilise certaines évaluations issues d'une telle démarche.

Le lecteur est prié de se reporter aux travaux de l' INSEE et du SEEF à ce sujet(2), et, concernant les sociétés industrielles en Côte d'Ivoire, à la publication déjà mentionnée.

Les résultats obtenus pour les sociétés commerciales n'ayant fait l'objet d'aucune publication, certains tableaux globaux, compléments utiles à cette présente étude, sont donnés en annexe (3).

o

o o

Les tableaux qui suivent rassemblent séparément puis globalement pour l'industrie, le commerce et les transitaires, les comptes de capital et financiers des sociétés, tels qu'ils résultent - par une transformation simple - du cumul de leurs bilans différentiels.

(1) Comptes financiers des Sociétés Industrielles. ORSTOM - août 1966. Jean MICHOTTE et André SCHWARTZ.

(2) En particulier = Méthode d'élaboration du compte des entreprises par secteur. INSEE - juillet 1965.

(3) Il semble que l'information réunie pourrait contribuer à une connaissance plus approfondie des activités commerciales en Côte d'Ivoire = Typologie plus précise des formes de commerce. Importance relative et interdépendance des divers sous-groupes. Ratios de comportement en matière de trésorerie et de financement. Relations de dépendance et de domination vis à vis des autres agents tels que les Industries et l'Extérieur. Une telle étude mériterait d'être étayée par la connaissance parallèle des comptes d'exploitation et leur analyse critique. Ce travail est en cours à la D.E.D.

Industrie - "Sondage BIC" extrapolé

| | 63 | 64 | 65 | 63 | 64 | 65 | |
|---------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|-----------------------------------|
| Invest. bruts | 9837,5 | 10504,4 | 14282,7 | 6468,7 | 4050,4 | 3899,1 | Capital Social Cpte Liaison... |
| Autres Immob. | 1070,7 | 133,1 | 1253,8 | 3208,1 | 6413,. | 5317,2 | Epargne brute |
| Val. d'expl. | 1944,1 | 945,8 | 1249,2 | 1624,9 | 2699,6 | 7379,1 | M.T. L.T. |
| C.T. h.B. | 2361,4 | 6150,5 | 4226,3 | 2242,7 | 4451,3 | 2992,9 | C.T. h.B. |
| C.T. B. | 459,6 | 1604,5 | - 629,8 | 2129,4 | 1724,5 | 800,5 | C.T. B. |
| Total | 15673,3 | 19338,3 | 20382,2 | 15673,8 | 19338,8 | 20388,8 | Total |

Commerce échantillon

| | " 63 | ! 64 | ! 65 | " 63 | ! 64 | ! 65 | " |
|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|-----------|----------|-------------------------------------|
| ! Invest. bruts | " 1118,1 | ! 1377,6 | ! 1534,8 | " -202,6 | ! 1177,. | ! 467,6 | " Capital Social Cpte Liaison... |
| ! Autres Immob. | " 52,7 404,7 | ! 71,3 957,9 | ! 57,4 433,5 | " 745,6 | ! 1744,5 | ! 2522,6 | " Epargne brute |
| ! Val. d'expl. | " 1113,2 | ! 9225,5 | ! 888,. | " 127,7 | ! -236,3 | ! 509,4 | " M.T. L.T |
| ! C.T. h.B. | " 712,4 | ! -388,2 | ! 1393,7 | " 847,6 | ! 1576,8 | ! 284,2 | " C.T. h.B. |
| ! C.T. B. | " -664,8 | ! 383,6 | ! -841,. | " 1225,6 | ! 7369,9 | ! -316,4 | " C.T. B. |
| ! Total | " 2736,3 | ! 11627,7 | ! 3466,4 | " 2743,9 | ! 11631,9 | ! 3467,4 | " Total |

Industrie extrapolée + Commerce Echantillon

| | 63 | 64 | 65 | " | 63 | 64 | 65 | " |
|-----------------|---------|---------|---------|---|--------|--------|--------|---------------------------------------|
| ! Invest. bruts | 11008,3 | 11953,3 | 15874,9 | " | 6266,1 | 5227,4 | 4366,7 | " Capital Social " Cpte Liaison... |
| ! Autres Immob. | 1475,4 | 1091,. | 1687,3 | " | 3953,7 | 8157,5 | 7839,8 | " Epargne brute |
| ! Val. d'expl. | 3057,3 | 10171,3 | 2137,2 | " | 1752,6 | 2463,3 | 7888,5 | " M.T. L.T. |
| ! C.T. h.B. | 3073,8 | 5762,3 | 5620,. | " | 3090,3 | 6028,1 | 3277,1 | " C.T. h.B. |
| ! C.T. B. | -205,2 | 1988,1 | -1470,8 | " | 3355,. | 9094,4 | 484,1 | " C.T. B. |
| ! | | | | " | | | | " |
| ! | | | | " | | | | " |
| ! | | | | " | | | | " |
| ! | | | | " | | | | " |

Transitaires

| | 63 | 64 | 65 | " | 63 | 64 | 65 | " |
|----------------|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|-------------------------------------|
| Investi. bruts | 504,- | 911,5 | 459,5 | " | 424,6 | 141,1 | 39,5 | "Capital Social "Cpte de Liaison |
| Autres Immob. | 50,6 | 43,7 | 103,1 | " | 263,5 | 954,7 | 787,1 | "Epargne brute |
| Val. d'expl. | 36,8 | 104,5 | 85,4 | " | 5,2 | 57,3 | 40,1 | "M.T. L.T. |
| C.T. h.B. | 316,2 | 298,8 | 281,6 | " | 202,6 | 384,6 | 240,6 | "C.T. h.B. |
| C.T. B. | 1,3 | 125,- | 95,2 | " | 21,9 | -53,1 | -82,6 | "C.T. B. |
| Total | | | | " | | | | "Total |

Industrie Extrapolée + Commerce + Transitaires

| | 63 | 64 | 65 | 63 | 64 | 65 | |
|---------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|--------------------------------|
| Invest. bruts | 11512,- | 12864,8 | 16334,4 | 6690,7 | 5368,5 | 4406,2 | Capital Social Cpte Liaison |
| Autres Immob. | 1526,- | 1134,7 | 1790,4 | 4217,2 | 9112,2 | 8626,9 | Epargne brute |
| Val. d'expl. | 3094,1 | 10275,8 | 2222,6 | 1757,8 | 2520,6 | 7928,6 | M.T. L.T. |
| C.T. h.B. | 3390,- | 6061,1 | 5901,6 | 3292,9 | 6412,7 | 3517,7 | C.T. h.B. |
| C.T.B. | -203,9 | 2113,1 | -1375,6 | 3376,9 | 9041,3 | 401,5 | C.T.B. |
| Total | 19318,2 | 32449,5 | 24873,4 | 19335,5 | 32455,3 | 24880,9 | Total |

Les services d'étude de la Banque Centrale suivent fidèlement l'évolution du secteur bancaire, utilisant au mieux la position privilégiée qui est la leur : la BCEAO est quasiment un passage obligé pour toute opération de dépôt et de crédit relevant des marchés monétaire et financier "organisés".

Nous aurons donc grand recours à cette documentation de choix que constituent les publications de la Banque Centrale (*), regrettant cependant:

- d'une part que les classifications (d'agents d'opérations) en honneur à la BCEAO ne fussent pas toujours aisées à traduire en notre propre langage, rendant parfois malaisée une perception nette de l'information de base, laquelle gardait son secret pour des raisons plus ou moins évidentes,

- regrettant d'autre part, à mesure qu'avavançait l'étude, que l'impact du secteur bancaire se révélât si rudimentaire, en dehors des opérations relatives aux marchés de traite et à la stabilisation monétaire. Il apparaissait que les opérations de financement, les décisions d'épargner, de transférer ou d'investir ne transitent guère (et partant ne sont guère canalisés ou infléchis) par les vecteurs institutionnels du crédit, qu'il s'agît soit d'opérations publiques sur fonds locaux relevant d'un budget qui se trouve, de droit et de fait, relativement débrayé de la machinerie bancaire, soit d'opérations publiques sur aide extérieure, concertées de Pays à Pays, ou qu'il s'agît d'opérations privées étrangères relevant soit de la décision de groupes financiers internationaux soit d'une poussière de décisions individuelles, cernée de nulle part, libre de se faire ou de se défaire hors de toute rationalité mesurable.

Pour utile que fût cette constatation quant à une connaissance plus objective des centres de décision économiques et financiers, cela constitue un lourd handicap, pour l'analyse chiffrée et la mesure de l'évolution des moyens de financement et de trésorerie, ainsi que celle de la contribution des divers agents intéressés à l'essor de l'économie ivoirienne.

o

o o

(*)-Bulletin mensuel, et en particulier la situation monétaire en Côte d'Ivoire
 -Rapport d'activité annuel
 -Études diverses insérées dans les Bulletins mensuels.

Les services BCEAO ayant modifié à plusieurs reprises la présentation de leurs tableaux, nous fûmes amenés à reprendre ceux-ci et les présenter sous une forme homogène pour la période 1962 - 1965. La BCEAO, en particulier, ayant regroupé, à partir de 1963, les opérations des banques commerciales et celles des Etablissements Publics de Crédit, nous fûmes contraints de faire ce même regroupement. Il semble en effet que le bénéfice de préserver cette séparation était contrebalancé par la perte de précision qu'elle entraînerait, étant donné que la possibilité manquait de revenir aux documents élémentaires. L'étroitesse déjà signalée de l'action du secteur bancaire dans son ensemble confirme cette option de maintenir - à ce stade de l'étude - un secteur bancaire intégré.

Les tableaux qui suivent regroupent l'information BCEAO, sur la période 1962 - 1965, concernant l'activité de la Banque Centrale et du système bancaire, mesurée par l'état et la variation annuelle de leurs comptes, au 31 décembre de chaque année.

Par la suite, un Tableau des Opérations Financières rassemble par année cette information, d'une façon qui nous paraît plus claire à l'analyse. Ce T.O.Fi est bien entendu restreint aux opérations transitant par les circuits bancaires.

Situation intégrée des banques commerciales
et établissements publics de crédit

Passage de la présentation type bulletin B.C.E.A.O. Avril 63
à la présentation type bulletin B.C.E.A.O. Octobre 64

| | | Octobre 64 | Avril 1963 | |
|--------|-------|------------|-------------------|------------------------------------|
| | | | B. Commerciales | Etablissement Publics de Crédit |
| ACTIF | 1 a | " | | |
| | 1 b c | " | 1 | 1 |
| | 2 a | " | | |
| | 2 b c | " | 2 | 2 |
| | 4 | " | | |
| | 5, 6 | " | 3, 4 | 3 |
| | 7 a b | " | 7, 8, 9, 10 - P1C | 5 |
| | 7 c | " | - | 6 |
| | 7 d | " | - | 7 |
| | 8 | " | 11 | 8 |
| | 9 | " | 12 | 9 |
| | 12 a | " | 5 | 4 |
| PASSIF | 1 | " | 4, 5 | 4, 5 |
| | 2 | " | 6 | 6 |
| | 3 | " | 11 | 10 |
| | 5 | " | 2, 3 | 2, 3 |
| | 6 a b | " | 1 | 1 |
| | 7 | " | - | - |
| | 8 - 9 | " | 7, 8 | 7 |
| | 10 | " | - | 9 |
| | 13 a | " | 9 | 8 |

Statistiques monétaires

| Bulletin BCEAD de | | 31/12/62 | 31/12/63 | 31/12/64 | 31/12/65 | 63 | 64 | 65 | |
|-------------------------------------|---------|-------------|---------------|---------------|-----------|--|------|-------|-------|
| | | avril 63 | octobre 64 | Octobre 65 | mai 66 | BILANS DIFFERENTIELS | | | |
| Nomenclature Situation Comptable | P1 | P1 | 19,1 | 22,4 | 25,1 | 24,5 | 3,3 | 2,7 | - 0,6 |
| | P2a | P2a | 0,3 | 0,2 | 0,1 | 0,2 | -0,1 | -0,1 | 0,1 |
| | P3 | P2b | 0,2 | 0,2 | 0,6 | 1,5 | - | 0,4 | 0,9 |
| | P4acd | P2c | - | 0,6 | 1,4 | 0,5 | 0,6 | 0,8 | - 0,9 |
| | P5 | P2d | - | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | - | - |
| | P6b | P3 | - | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | - | - |
| | | | 19,6 | 23,6 | 27,4 | 26,9 | 4,- | 3,8 | - 0,5 |
| | A1 | A3 | 8,5 | 10,1 | 9,1 | 14,5 | 1,6 | -1,- | 5,4 |
| | A2 | A4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | - | - | - |
| | A3 | A5 | 0,4 | - | - | - | -0,4 | - | - |
| | A4ct | A1ce | 9,6+0,7 | 11,5 | 17,- | 10,1 | 1,2 | 5,5 | - 6,9 |
| | mt | A1d | - | 0,8 | 0,9 | 1,9 | 0,8 | 0,1 | 1,- |
| | A5a | A2abc | -(*) | 0,8 | - | - | 0,8 | -0,8 | - |
| | | DM | 34,7 | 44,5 | 57,4 | 58,4 | 9,8 | 12,9 | 1,- |
| | | DM 1a | 0,7 | 0,7 | 0,8 | 0,7 | - | 0,1 | - 0,1 |
| | | 1b | - | 0,6 | 1,4 | 0,5 | 0,6 | 0,8 | - 0,9 |
| | | 1c | 2,6 | 6,9 | 5,7 | 8,4 | 4,3 | -1,2 | 2,7 |
| | | DM 2a | 17,9 | 20,9 | 23,4 | 22,8 | 3,- | 2,5 | - 0,6 |
| | | 2b | - | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | - | - |
| | | 2c | 10,- | 11,9 | 15,9 | 18,- | 1,9 | 4,- | 2,1 |
| | 2d | 1,2 | 1,2 | 1,2 | 1,3 | - | - | 0,1 | |
| | 2e | 2,3 | 2,2 | 8,9 | 6,6 | -0,1 | 6,7 | - 2,3 | |
| | DE | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,5 | - | - | 0,1 | |
| | CB1 | 23,8 | 29,- | 39,1 | 33,5 | 5,2 | 10,1 | - 5,6 | |
| | CB2 | 2,1 | 3,1 | 3,1 | 4,5 | 1,- | - | 1,4 | |
| | CB3 | 0,8 | 1,4 | 2,2 | 3,5 | 0,6 | 0,8 | 1,3 | |
| | dont BC | 10,3 | 12,4 | 17,8 | 12,- | 2,1 | 5,4 | - 5,8 | |
| | CT | 2,9 | 2,8 | 2,5 | 3,1 | -0,1 | -0,3 | 0,6 | |
| | dont BC | -(*) | 0,8 | - | - | 0,8 | -0,8 | - | |
| | CE | 29,6 | 36,3 | 46,9 | 44,6 | 6,7 | 10,6 | - 2,3 | |
| | | 1,9(*) | - | - | 2,- | Escompte d'oblig. caut. par les banques | | | |

(*) dont 0,7 réescomptées.

Banques Commerciales et Etablissements publics de crédit

| | SITUATION INTEGREE | | | | BILANS DIFFERENTIELS | | |
|----------|--------------------|----------|----------|----------|----------------------|------|------|
| | 31/12/62 | 31/12/63 | 31/12/64 | 31/12/65 | 63 | 64 | 65 |
| A1a | 0,5 | 0,8 | 0,9 | 1,- | 0,3 | 0,1 | 0,1 |
| A1bc | 0,2 | 0,1 | 0,4 | 1,4 | -0,1 | 0,3 | 1,- |
| A2a | 0,1 | 0,1 | - | - | - | -0,1 | - |
| A2bc | - | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | - | - |
| A3 | 1,9 | - | - | 2,- | -1,9 | - | 2,- |
| A4 | - | 0,5 | 0,7 | 2,3 | 0,5 | 0,2 | 1,6 |
| A5, 6 | 1,5 | 7,1 | 12,6 | 8,2 | 5,6 | 5,5 | -4,4 |
| A7ab | 13,6 | 17,2 | 21,5 | 22,7 | 3,6 | 4,3 | 1,2 |
| A7c | 2,1 | 2,3 | 2,2 | 2,6 | 0,2 | -0,1 | 0,4 |
| A7d | 0,8 | 1,4 | 2,2 | 3,5 | 0,6 | 0,8 | 1,3 |
| A8 | 0,4 | 0,3 | 0,4 | 0,1 | -0,1 | 0,1 | -0,3 |
| A9 | - | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | - | - |
| A12a | 2,2 | 1,6 | 2,- | 1,9 | -0,6 | 0,4 | -0,1 |
| A12b à f | absent | 1,8 | 1,9 | 2,5 | 1,8 | 0,1 | 0,6 |
| Total | 23,3 | 33,4 | 45,- | 48,4 | 10,1 | 11,6 | 3,4 |
| Passif | | | | | | | |
| 1 | 9,8 | 11,6 | 15,- | 17,1 | 1,8 | 3,4 | 2,1 |
| 2 | 2,3 | 2,2 | 8,9 | 6,6 | -0,1 | 6,7 | -2,3 |
| 3 | 0,6 | 0,6 | 1,3 | 1,- | - | 0,7 | -0,3 |
| 5 | 2,6 | 6,9 | 5,7 | 8,4 | 4,3 | -1,2 | 2,7 |
| 6ab | - | 0,1 | 0,6 | 0,5 | 0,1 | 0,5 | -0,1 |
| 7 | 3,3 | 0,6 | 0,5 | 2,- | 5,- | -0,1 | 1,5 |
| 8-9 | | 7,7 | 7,8 | 6,3 | | 0,1 | -1,5 |
| 10 | - | 0,2 | 0,1 | - | 0,2 | -0,1 | -0,1 |
| 13a | 2,2 | 0,7 | 1,7 | 1,1 | -1,5 | 1,- | -0,6 |
| 13bcd | absent | 1,6 | 2,1 | 2,2 | 1,6 | 0,5 | 0,1 |
| Total | 20,8 | 32,2 | 43,7 | 45,2 | 11,4 | 11,5 | 1,5 |
| H-B | | | | | | | |
| 1ab | 10,3 | 11,5 | 17,- | 10,1 | 1,2 | 5,5 | -6,9 |
| 1c | - | 0,8 | 0,9 | 1,9 | 0,8 | 0,1 | 1,- |
| 3 | - | 0,5 | 0,7 | 0,7 | 0,5 | 0,2 | - |
| CCCE | | | | | | | |
| 1a | ? | 7,1 | 7,1 | 7,2 | | - | 0,1 |
| 1b | ? | 0,7 | 0,7 | 0,6 | | - | -0,1 |
| 1c | 6,3 | 5,6 | 5,7 | 6,- | | 0,1 | 0,3 |
| 1d | | 1,3 | 1,4 | 1,3 | | 0,1 | -0,1 |
| 1e | ? | 1,3 | 1,7 | 2,8 | | 0,4 | 1,1 |

T.O. Fi. intégrant les opérations des marchés monétaire et financier organisés.

| A C T I F | | Menages Entreprises qqs org.publics | Etat dont CAA dette CCP C.d'épargne | Extérieur dont administr. étrangères | BCEAO | Banques Org. publics de crédit |
|--|------------------------------------|---|---|--|--------------------------|--------------------------------------|
| Monnaie quasi-monnaie | Billets et Monnaie | DM 2a (MF) | DM 1a | | | Ba A1a |
| | Dépôts à vue | DM 2cd (P1+P3+DM2d-A8) | | | | |
| | Autres Dépôts | DM 2e (P2) DE | DM 1c (BA P5) | | | |
| Liaisons internes du système bancaire | Tresor-Banques (corr.bancaires) | | BC P2 cd | | | Ba A2 3 |
| | BCEAO -Banques (corr.bancaires) | | | | | Ba A1 bc |
| | Réescompte - BCEAO - Extér. | | | HB 3 | BC A2 BC A1 (P4+HB1) | |
| | Avoir Extérieur bancaire | | | | BC A3 4 5 | Ba A5 6 |
| Crédit bancaire | Engagement ext. bancaire | | | BC P2ab3-Ba A1bc + Ba P6 ab 8 9 | | |
| | Crédit C.T. | | CT | | | CB1 (Ba Tab - P10) + HB 13 |
| | Crédit M.T. L.T | | | | | CB2 3 (Ba 7cd + HB 1c 3c) |
| Situation intégrée (cf BCEAO) | | DM 2 | | | Solde (Actif - Passif) | |

| P A S S I F | | Menages Entreprises Org. publics | Etat | Extérieur | BCEAO | Banques |
|--|-----------------------------|--|------------------------|----------------------|--------------------------|--------------------------|
| Monnaie quasi-monnaie | Monnaie | | | | BC P1 | |
| | Dépôts à vue | | DM 2d | | | DM 2c |
| | Autres dépôts | | DE | | | DM 2e (P2) DM 1c (P5) |
| Liaisons internes du système bancaire | Trésor-Banques | | Ba A2 3 | | BC P2 cd | |
| | BCEAO -Banques | | | | Ba A 1bc | |
| | Réescompte | | BC A2 | | | BC A1 (P4+HB1) HB3 |
| | Avoir extérieur bancaire | | | BC A3 4 5 Ba A5 6 | | |
| | Engagement ext. bancaire | | | | BC P2 ab 3 - Ba A1 bc | Ba P6 ab 8 9 |
| Crédit bancaire | Crédit C.T. | C T CB1 | | | | |
| | Crédit M.T. L.T | CB2 3 | | | | |
| Situation intégrée | | CE | CG | AE | | |
| | | | Solde (Actif - Passif) | | | |

| T.O. Fi bancaire 1963 | | A C T I F | | | | | P A S S I F | | | | |
|---------------------------------------|-----------------------------|--------------------|------|------|-------|---------|--------------------|------|------|-------|---------|
| | | Ménages Entrep. | Etat | Ext. | BCEAO | Banques | Ménages Entrep. | Etat | Ext. | BCEAO | Banques |
| Monnaie Qu.monnaie | Monnaie | 3,- | 0,- | | | 0,3 | | | | 3,3 | |
| | Dépôts à vue | 1,9 | | | | | | 0,- | | | 1,9 |
| | Aut. dépôts | -0,1 | 4,3 | | | | | 0,- | | | 4,2 |
| Liaisons internes du syst.bancaire | Trésor - banques | | 0,7 | | | -1,8 | | -1,8 | | 0,7 | |
| | BCEAO - banques | | | | | -0,1 | | | | -0,1 | |
| | Réescompte | | | 0,5 | 2,8 | | | 0,8 | | | 2,5 |
| | Avoir Ext. bancaire | | | | 1,2 | 5,6 | | | 6,8 | | |
| | Engagement Ext. bancaire | | | 5,- | | | | | | -0,1 | 5,1 |
| | C.T. | | -0,1 | | | 5,2 | 5,1 | | | | |
| Crédit bancaire | M.T. L.T | | | | | 1,6 | 1,6 | | | | |
| | Total | 4,8 | 4,9 | 5,5 | 4,- | 10,8 | 6,7 | -1,- | 6,8 | 3,8 | 13,7 |

T.O. Fi
bancaire
1964

| | | A C T I F | | | | | P A S S I F | | | | |
|--|--------------------------|--------------------|-------|------|-------|---------|--------------------|------|------|-------|---------|
| | | Ménages Entrep. | Etat | Ext. | BCEAO | Banques | Ménages Entrep. | Etat | Ext. | BCEAO | Banques |
| Monnaie Qu. monnaie | Monnaie | 2,5 | 0,1 | | | 0,1 | | | | 2,7 | |
| | Dépôts à vue | 4,- | | | | | | 0,- | | | 4,- |
| | Aut. Dépôts | 6,7 | -1,2 | | | | | 0,- | | | 5,5 |
| Liaisons internes du syst. bancaire | Trésor-Banques | | 0,8 | | | -0,1 | | -0,1 | | 0,8 | |
| | BCEAO - Banques | | | | | 0,3 | | | | 0,3 | |
| | Réescompte | | | 0,2 | 4,8 | | | -0,8 | | | 5,8 |
| | Avoir Ext. bancaire | | | | -1,- | 5,5 | | | 4,5 | | |
| | Engagf. Ext. bancaire | | | 0,6 | | | | | | 0,- | 0,6 |
| Crédit bancaire | C.T. | | -0,3 | | | 10,1 | 9,8 | | | | |
| | M.T. L.T | | | | | 0,8 | 0,8 | | | | |
| Total | | 13,2 | - 0,6 | 0,8 | 3,8 | 16,7 | 10,6 | -0,9 | 4,5 | 3,8 | 15,9 |

T.O. Fi
bancaire
1965

A C T I F

P A S S I F

| | A C T I F | | | | | P A S S I F | | | | |
|--------------------------|--------------------|------|------|-------|---------|--------------------|------|------|-------|---------|
| | Ménages Entrep. | Etat | Ext. | BCEAO | Banques | Ménages Entrep. | Etat | Ext. | BCEAO | Banques |
| Monnaie liqu. monnaie | -0,6 | -0,1 | | 0,1 | | | | | -0,6 | |
| Dépôts à vue | 2,2 | | | | | | 0,1 | | | 2,1 |
| Aut. Dépôts | -2,2 | 2,7 | | | | | 0,1 | | | 0,4 |
| Trésor-Banques | | -0,9 | | | 2,- | | 2,- | | -0,9 | |
| BCEAO - Banques | | | | | 1,- | | | | 1,- | |
| Réesc compte | | | 0,- | -5,9 | | | 0,- | | | -5,9 |
| Avoir ext. bancaire | | | | 5,4 | -4,4 | | | 1,- | | |
| Engagt. Ext. bancaire | | | -1,6 | | | | | | 0,- | -1,6 |
| C.T. | | 0,6 | | | -5,6 | -5,- | | | | |
| M.T. L.T. | | | | | 2,7 | 2,7 | | | | |
| Total | -0,6 | 2,3 | -1,6 | -0,5 | -4,2 | -2,3 | 2,2 | 1,- | -0,5 | -5,- |

Monnaie
liqu. monnaie

Liaisons internes
du syst. bancaire

Crédit
bancaire

Première Partie

=====

LES OPERATIONS FINANCIERES DES ENTREPRISES

- Avoirs et Engagements bancaires des Entreprises, d'après les statistiques BCEAO et la Centrale des Risques

- Les Opérations financières des entreprises de type "Société" d'après le "Sondage BIC".
 - . Etude analytique
 - . Etude globale différentielle et en masse.

Avoirs et Engagements bancaires des Entreprises.

Source = Statistiques bancaires.

Le T.O.Fi. issu des statistiques BCEAO (cf. Supra) fait ressortir les liaisons suivantes entre les entreprises - Ménages et le système bancaire :

| | 63 | 64 | 65 | |
|--------------------|------|-----|------|-------------|
| Monnaie fiduciaire | 3,- | 2,5 | -0,6 | " |
| Dépôts à vue | 1,9 | 4,- | 2,2 | " |
| Autres dépôts | -0,1 | 6,7 | -2,2 | " |
| | 5,1 | 9,8 | -5,- | Crédit C.T. |
| | 1,6 | 0,8 | 2,7 | Crédit MTLT |

Le crédit se décompose comme suit :

| | | | |
|------|------|------|--------------------|
| 5,2 | 10,1 | -5,6 | banques |
| -0,1 | -0,3 | 0,6 | oblig. cautionnées |

Statistiques plus larges que ce que nécessite la présente étude(1), les statistiques BCEAO sont également trop vagues - telles qu'elles ressortent du T.O. Fi présenté plus haut - pour l'usage qui leur est demandé ici. Il faut, dans les Avoirs et les Engagements bancaires de l'Agent "mixte" retenu par la BCEAO (Ménages, Entreprises, certains organismes publics) faire la part de ce qui revient aux seules entreprises et, si possible, aux seules sociétés industrielles correspondant au "Sondage BIC".

- Analyse en deux temps - 1) Avoirs bancaires
2) Engagements bancaires

(1) Le T.O.Fi bancaire présenté plus haut dépasse le cadre de cette étude: toutes les liaisons internes du système bancaire sont négligées ici (l'extérieur étant lui-même inclus - dans cette optique - dans l'appareil bancaire puisque la B.C.E.A.O ne retient de l'Extérieur que ce qui s'intègre à ses propres opérations).

L'intérêt d'un tel tableau est précisément de visualiser le poids du système bancaire et la structure de ses échanges: Poids des liaisons internes (Partie intermédiaire du Tableau) comparées à ce qui entre (partie supérieure) et ce qui sort (partie inférieure (a)).

Une telle analyse ne sera pas développée ici puisque l'intérêt est concentré sur l'Agent Entreprise. Connaître la structure des liaisons internes au système bancaire n'en est pas moins d'un grand prix, s'il s'agit de comprendre certains mécanismes économiques; en particulier les liaisons entre le Trésor et le système bancaire (b).

-
- (a) Dans une telle optique, les Administrations devraient être isolées du "Trésor" et placés conjointement aux entreprises et Ménages. Ici et eu égard aux échanges constatés, une telle distinction a paru superflue en un premier stade de l'analyse.
- (b) Nous avons entrepris précédemment une telle étude (cf. note dactylographiée sur le Trésor). Mais, s'il s'agit de faire oeuvre objective et d'avoir les éléments de cette objectivité, on ne peut parler des choses de la banque que si l'on est en son sein. Il ne nous est donc laissé que d'encourager les confidents du Sérail à sortir de telles analyses, qu'ils ont seuls l'opportunité de mener à bonne fin.

1. Avoirs bancaires des Entreprises

Remarques: 1^o - "bancaire" veut dire ici: ce qui se rapporte au système bancaire intérieur. Les relations directes que les agents économiques entretiennent avec les organismes bancaires à l'étranger sont vues comme des relations directes avec l'Agent Extérieur.

2^o - Le marché financier étant inexistant les avoirs bancaires seront exclusivement les avoirs à court terme, et pour la partie nommée généralement (Monnaie quasi-monnaie). Le mécanisme FNI - SONAFI est suffisamment limité dans ses effets pour qu'on puisse se permettre cette simplification. Il n'est pas aberrant de considérer d'ailleurs ce mécanisme comme relevant de la passifiscalité (1).

En ce qui concerne les Avoirs à Court Terme bancaires, nous utiliserons, pour affecter leur part aux seules Entreprises, des estimations faites par la BCEAD, en particulier dans les Bulletins mensuels n^o 121, et de août - septembre 1966.

(1) Mécanisme FNI - SONAFI : Engagement net de ces organismes
variation annuelle :

| | | |
|---------|-------|-------|
| 63 | 64 | 65 |
| 1.255,- | 965,- | 776,- |

cf. Document dactylographié sur le Trésor : étude SCHWARTZ - MICHOTTE
avril 1966.

- La Monnaie fiduciaire sera affectée en totalité aux ménages et entrepreneurs individuels (*).

- Les dépôts bancaires seront ventilés comme suit =

| | | | |
|--------------------|-------------------|------------------|----------------|
| Organismes publics | 7 % | 12 % | 89 % |
| Entreprises | 8 % | 75 % | 11 % |
| Ménages | 85 % | 13 % | - |
| | Comptes de chèque | Comptes courants | Dépôts à terme |

En supposant cette répartition constante sur la période nous obtenons les résultats suivants =

| | | 1963 | 1964 | 1965 |
|-----------------|---|------|------|------|
| A : C. chèques | | 1,3 | 0,2 | 1,5 |
| B : C. courants | | 0,6 | 3,8 | 0,6 |
| C : C.C.P. | | - | - | 0,1 |
| Ménages | A | 1,1 | 0,2 | 1,3 |
| | B | 0,1 | 0,5 | 0,1 |
| | C | - | - | 0,1 |
| Entreprises | A | 0,1 | - | 0,1 |
| | B | 0,5 | 2,9 | 0,5 |
| | C | - | - | - |
| Organ. publics | A | 0,1 | - | 0,1 |
| | B | - | 0,4 | - |
| | C | - | - | - |

Dépôts à terme et Caisse d'Epargne

| | | | |
|--------------|------|-----|------|
| Ménages | - | - | 0,1 |
| Entreprises | - | 0,7 | -0,2 |
| Org. Publics | -0,1 | 6,- | -2,1 |

| | | |
|---|--------------------------------------|------|
| (*) Eléments d'information = Billets et monnaie en circulation dans l'UMOA au 30/9/64 Pourcentage par Agents Créanciers | - Trésors Publics | 6,3 |
| | - Banques | 2,- |
| | - Entreprises et Résidents étrangers | 6,2 |
| | - Familles africaines | 85,5 |
| | | 100 |

Suite note (*) -

On peut valablement penser que les Sociétés Industrielles et Commerciales ont une faible part de la variation annuelle de monnaie. L'état quasi stationnaire du Poeste "Caisse" dans les disponibilités à vue, confirme ce jugement, assez évident par ailleurs.

Il en résulte, pour les années 1963 - 1964 - 1965, la part suivant des variations de ces créances revenant aux ménages, Entreprises et Organismes publics :

| | | 1963 | 1964 | 1965 |
|----------------------|--------------|------|------|------|
| " | Billets | 3,- | 2,5 | -0,6 |
| " Ménages | Dépôts à vue | 1,2 | 0,7 | 1,5 |
| " | Autres | - | - | 0,1 |
| " | TOTAL | 4,2 | 3,2 | 1,- |
| " | Billets | - | - | - |
| " Entre-prises | Dépôts à vue | 0,6 | 2,9 | 0,6 |
| " | Autres | - | 0,7 | -0,2 |
| " | TOTAL | 0,6 | 3,6 | 0,4 |
| " | Billets | - | - | - |
| " Organismes Publics | Dépôts à vue | 0,1 | 0,4 | 0,1 |
| " | Autres | -0,1 | 6,- | -2,1 |
| " | TOTAL | - | 6,4 | -2,- |

2. Engagements bancaires des Entreprises

Pour étudier le crédit bancaire C.T., M.T., L.T. allant aux entreprises, nous rapprocherons les statistiques BCEAD des publications de la Centrale des Risques qui distinguent les divers secteurs d'activité. Ces dernières données sont regroupées dans le tableau suivant :

| Masse de Crédits au 31 décembre | Court Terme | | | Moyen et Long Terme | | | |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------------|--------------|--------------|--------------|
| | 62 | 63 | 64 | 62 | 63 | MT 64 | LT 64 |
| Agric. | 123 | 159 | 799 | 1.260 | 1.473 | 36 | 11 |
| Eau - Electricité | 41 | 66 | - | 2.394 | 2.365 | 280 | 2.601 |
| Bat. T.P. | 1.992 | 2.737 | 2.192 | 948 | 1.132 | 467 | - |
| Transport | 69 | 87 | 139 | 206 | 157 | 133 | 120 |
| Transit. Manut. | 409 | 376 | 620 | - | - | 8 | 31 |
| Aut. Industries | 1.963 | 3.146 | 4.543 | 569 | 559 | 664 | 240 |
| Commerce | 14.511 | 18.671 | 26.664 | 558 | 435 | 270 | 12 |
| Hôtel - Spectacles | 111 | 130 | 105 | 60 | 69 | - | 22 |
| Sté Immobil. | 130 | 170 | 213 | 2.470 | 3.053 | 133 | 2.909 |
| Org. de crédit | 588 | 968 | 1.090 | 453 | 416 | 322 | 368 |
| Divers | 15 | 16 | 112 | 35 | 47 | 24 | 315 |
| TOTAL | 19.952 | 26.526 | 36.477 | 8.953 | 9.706 | 2.337 | 7.829 |

Remarque : - ces chiffres comprennent les crédits CCCE
(7.222 au 31/12/64)

- il manque les renseignements pour l'année 1965.

Ces données de la Centrale des Risques peuvent être présentées sous la forme suivante, utile à la suite de l'étude =

| | | 62 | 63 | 64 | |
|-------------------|-------------------|---------------|-------|-------|-----------|
| I | Agriculture | CT " 4.119 | 6.108 | 7.534 | Millions |
| | Eau - Electricité | MT.LT " 5.171 | 5.529 | 5.499 | |
| II | Bat. T.P. | CT " 2,- | | 1,4 | Milliards |
| | Autres Industries | MT " 0,4 | | - | |
| | Transport | CT " - | | 0,3 | |
| | Transit. | MT " - | | 0,2 | |
| III | Commerce | CT " 4,2 | | 8,- | |
| | | MT " -0,1 | | -0,1 | |
| IV | Hôtels | CT " 0,1 | | - | |
| | Stés Immobilières | MT " 0,6 | | -0,1 | |
| V | Org. de crédit | CT " 0,4 | | 0,2 | |
| | | MT " - | | 0,5 | |
| Total des groupes | | CT " 6,3 | | 9,7 | |
| I, II, III, IV. | | MT " 0,9 | | - | |

Les opérations financières des Entreprises

Document de base = "Sondage BIC"

L'étude des dossiers fiscaux des sociétés industrielles et commerciales fournit une estimation du Tableau de financement des entreprises, du moins pour le sous-groupe des sociétés recensées (1). L'état actuel des dossiers et plus généralement, la méthode utilisée elle-même, ne permet pas de saisir très clairement, pour les diverses opérations, la personnalité des Débiteurs et Créanciers (2).

Par rapprochement avec les statistiques bancaires, et à l'aide de certaines hypothèses simplificatrices, il va être tenté ici d'aller plus avant dans l'analyse du contenu des opérations financières des Sociétés. Comme toute hypothèse, celles-ci seront parfois quelque peu arbitraires. Aussi nous efforcerons-nous de les préciser clairement afin que, si d'aventure elles pouvaient être améliorées, il soit loisible au lecteur de rectifier les estimations faites.

Remarque:

Dans la comparaison des données de la BCEAO, de la comptabilité publique et de la comptabilité privée, signalons trois sources principales de divergence :

1) Non homogénéité des définitions

- organismes publics inclus ou non au sein des Entreprises
- entre secteurs d'activité
- entre opérations: ex: limite variable entre le C.T. et le M.T.

2) Décalages de période =

- année calendaire et année d'exercice
- comptabilité de gestion et d'exercice

(1) et, pour l'industrie, extrapolées à l'ensemble des sociétés industrielles

(2) cf étude des sociétés industrielles .

3) Décalages de mesure :

Transactions mesurées

- a) lors de l'échange en quantité "physique"
- b) lorsque les services comptables se reconnaissent (pour eux-mêmes) créanciers ou débiteurs
- c) lors du règlement financier.

Même lorsqu'il s'agit de transactions financières pures ou d'opération de transfert, ces trois cas (a, b, c,) demeurent. (Ex.: Capital social appelé ou non appelé; Impôts à payer...). Toute créance ou dette peut en effet être considérée comme un bien, dont l'échange donne naissance à une contrepartie dans l'espace des flux financiers. Seule différence avec un échange de "biens physiques" : L'espace des biens, et l'espace des valeurs financières (une sorte de "dual") sont ici identiques.

L'hétérogénéité ainsi constatée du contenu des diverses informations disponibles ne va pas faciliter leur comparaison; d'autant que, pour chacune, on ne s'est pas toujours soucié de mettre au point un langage stable, cohérent et explicite.

Analyse opération par opération

Pour alléger au maximum cette partie, il sera fait grand usage du style télégraphique; indiquant brièvement au lecteur intéressé les liaisons faites entre les diverses estimations. Par souci de méthode, il a paru bon de ne pas totalement passer sous silence cette ingrate "trituration" de l'information.

On trouvera, successivement, l'analyse des diverses opérations, regroupées selon le modèle des bilans simplifiés qui ont servi à l'étude des bilans des Sociétés.

Court terme bancaire = Actif

Données "Sondage BIC" :

| | | |
|------|-----|------|
| -0,2 | 2,1 | -1,4 |
|------|-----|------|

Données BCEAO ajustées :

| | | |
|-----|-----|-----|
| 0,6 | 3,6 | 0,4 |
|-----|-----|-----|

Les évolutions constatés dans les deux cas sont qualitativement les mêmes.

Origine les plus probables des différences =

- année calendaire / année d'exercice
- les pourcentages de Dépôts en C/C et à terme, revenant aux entreprises (cf supra) se seraient modifiés dans le temps.
- Il manque, dans le "Sondage BIC", les avoirs des secteurs Transports, Immobilier, Services, Assurances... Nous reviendrons sur cette remarque dans un chapitre suivant.
- Enfin il faut noter que la BCEAO elle-même rectifie parfois d'une publication à l'autre, le contenu des chiffres.

Variation différentielle seconde :

| | | |
|---------|------|------|
| BCEAO | +3,- | -3,2 |
| Sondage | +2,3 | -3,5 |

$\triangle \times \triangle$

Variation différentielle troisième:

| | |
|---------|------|
| BCEAO | -6,2 |
| Sondage | -5,8 |

$\triangle \times \triangle \times \triangle$

Comparaison en masse :Données BCEAO

| | déc.62 | 63 | 64 | 65 | |
|---------------------------|--------------|-----|-----|------|------|
| Entreprises et Ménages | C. chèques | 3,4 | 4,7 | 4,9 | 6,4 |
| | C./C. (1) | 6,6 | 7,2 | 11,- | 11,6 |
| | Dépôts Terme | 2,3 | 2,2 | 8,9 | 6,6 |

Part des Entreprises =

| | | | | |
|--------------|-----|-----|-----|-----|
| C. chèques | 0,3 | 0,4 | 0,4 | 0,5 |
| C./C. | 4,9 | 5,4 | 8,3 | 8,7 |
| Dépôts Terme | 0,2 | 0,2 | 0,9 | 0,7 |
| TOTAL | 5,4 | 6,- | 9,6 | 9,9 |

Données "Sondage BIC"

| | | | | |
|--------|-----|-----|-----|-----|
| C.T.B. | 5,3 | 5,1 | 7,2 | 5,8 |
|--------|-----|-----|-----|-----|

Les ordres de grandeur sont les mêmes.

Conclusion : Nous retiendrons les chiffres de la BCEAO tout en nous souvenant, lorsque nous réintégrerons au T.O.Fi les entrepreneurs individuels et les secteurs, manquants au "Sondage BIC", que nous avons déjà inscrit leurs Avoirs bancaires.

(1) y compris Crédoiteurs divers moins Débiteurs divers .

Crédit C.T. et M.T. L.T. bancaire- Données BCEAO =

| | 62 | 63 | 64 | 65 |
|-----------|------|------|------|------|
| C.T.B. | 23,8 | 29,- | 39,1 | 33,5 |
| M.T. L.T. | 2,9 | 4,5 | 5,3 | 8,- |
| TOTAL | 26,7 | 33,5 | 44,4 | 41,5 |
| C.T.B. | | 5,2 | 10,1 | -5,6 |
| M.T. L.T. | | 1,6 | 0,8 | 2,7 |
| TOTAL | | 6,8 | 10,9 | -2,9 |

- Données Centrale des Risques =

- Comparer à "BCEAO" l'ensemble I + II + III + IV.
- Comparer à "Sondage BIC" l'ensemble I + II + III.
- Se rappeler que C.T./M.T. a une coupure variable selon les optiques BCEAO, Centrale des Risques, Compte Privé.

- Rajouter aux données BCEAO les prêts CCCE =

| | 62 | 63 | 64 | 65 |
|------------------------|------|------|------|------|
| CCCE | 6,3 | 6,9 | 7,1 | 7,3 |
| C.T. M.T. L.T. CCCE | 33,- | 40,4 | 51,5 | 48,8 |
| | | 7,4 | 11,1 | -2,7 |

- Centrale des Risques =

| | | 62 | 63 | 64 |
|---------------------|-------------|------|------|------|
| Groupes I à V | C.T. M.T. | 28,9 | 36,2 | 46,6 |
| | L.T | | 7,3 | 10,4 |
| I à V moins CCCE | MTLT - CCCE | 2,7 | 2,8 | 3,1 |
| | CT | 19,9 | 26,5 | 36,5 |
| | TOTAL | 22,6 | 29,3 | 39,6 |
| I à IV | CT | 19,3 | 25,6 | 35,3 |
| | MT LT | 8,5 | 9,2 | 9,2 |
| | CT | | 6,3 | 9,7 |
| | MT LT | | 0,7 | - |
| I à III | CT | 19,1 | 25,3 | 35,- |
| | MT LT | 6,- | 6,1 | 6,1 |
| | CT | | 6,2 | 9,7 |
| | MT LT | | 0,1 | - |

- Données "Sondage BIC" =

| | 62 | 63 | 64 | 65 |
|-------|------|------|------|------|
| CTB | 19,1 | 22,5 | 31,5 | 31,9 |
| MT LT | 7,2 | 8,9 | 11,4 | 19,3 |
| TOTAL | 26,3 | 31,4 | 42,9 | 51,2 |
| MT LT | | 3,4 | 9,- | 0,4 |
| CTB | | 1,7 | 2,5 | 7,9 |
| TOTAL | | 5,1 | 11,5 | 8,3 |

Remarque

- MT LT contient des prêts de l'Extérieur
- CCCE est considéré comme hors banque
- Le barrage d'Ayamé II est comptabilité en 65, par l'ECCI, comme LT

Conclusion

1.- Prêts à moyen et long terme =

Partir du M.T.L.T "BCEAO"

| | | | |
|-----|-----|-----|-----|
| 2,9 | 4,5 | 5,3 | 8,- |
|-----|-----|-----|-----|

Faire leur part aux Sociétés Immobilières, Transports, etc...
d'après la Centrale des Risques.

Le rapport ("Sondage BIC") / (Total des entreprises)
sera assimilé à (I à III) / (I à IV), soit à peu près 2/3

| | | | | |
|------------------------|-----|-----|-----|-----|
| D'où M.T.L.T. bancaire | 62 | 63 | 64 | 65 |
| Sondage BIC | 2,- | 3,- | 3,5 | 5,3 |
| Hors sondage | 0,9 | 1,5 | 1,8 | 2,7 |

Le reste du M.T.L.T inscrit aux bilans sera considéré comme prêt de l'extérieur. Ainsi Ayamé II sera provisoirement rangé à cette rubrique.

| | | | | |
|-----------------|-----|-----|-----|------|
| | 62 | 63 | 64 | 65 |
| bancaire | 2,- | 3,- | 3,5 | 5,3 |
| "extérieur" | 5,2 | 5,9 | 7,9 | 14,- |
| Crédit M.T.L.T. | | | | |
| bancaire | | 1,- | 0,5 | 1,8 |
| "Sondage BIC" | | | | |
| "extérieur" | | 0,7 | 2,- | 6,1 |
| TOTAL | | 1,7 | 2,5 | 7,9 |

2.- C.T.B. (Passif)

- Considérer ce C.T.B. comme exclusivement intérieur.
Les différences entre Sondage, BCEAO, Centrale des Risques, proviennent de différences dans les mesures.
- On négligera la part absente des entreprises, car ces derniers (Immobilier etc...) travaillent surtout sur du M.T. L.T.

(comparer à cet effet I à III et I à V).

- Les données pour 1965 sont particulièrement divergentes. Expliquer la différence par un état différent des stocks selon la période sur laquelle sont comptabilisées les opérations. Le C.T.B. est surtout le fait des maisons de Commerce (et parmi celles-ci, d'Import-Export). Pour mieux ajuster les chiffres on rectifiera les variations de stocks.

On partira des données de la Comptabilité Nationale

$$\frac{\text{variation de stocks en 65 (branche 2)}}{\text{variation de stocks en 64 (branche 2)}} = \frac{-1,2}{4,2}$$

Or pour le Commerce, les chiffres du "Sondage BIC" sont pour 1964 : variation de stocks = 9,2

On prendra donc pour 1965 = variation de stocks = -2,6

Ce qui entraîne pour le C.T.B. Passif un correctif de (-3,5).

Même raisonnement pour l'industrie :

$$\text{Données Comptabilité Nationale} \quad \frac{\text{Variation stocks 64}}{\text{Variation stocks 65}} = \frac{0,2}{1,2}$$

D'où : Variation de stocks 65 corrigée au "Sondage BIC" = 0,2

Soit pour le C.T.B. Passif un correctif de (- 1,-).

En résumé, nous retiendrons pour le C.T.B. Passif "Sondage BIC" =

| | | |
|-----|-----|------|
| 63 | 64 | 65 |
| 3,4 | 9,- | -4,1 |

"Marché financier"

C.S. C.L. côté Passif

Autres Immob. côté Actif

- Capital Social, Compte de Liaison :

Ce sont des capitaux étrangers ou des capitaux d'Etat, (1) du moins pour les secteurs couverts par le "Sondage BIC". Il est possible que ce soit différent pour l'Agriculture et l'Immobilier.

Si les actionnaires sont des étrangers résidents, nous considérerons leurs participations comme des participations étrangères. Cette optique est d'ailleurs en usage pour la balance des paiements. Cela revient à considérer que ces résidents étrangers transfèrent leur "épargne", et qu'ils la réimportent. C'est dire aussi, d'une autre manière, que le "centre" de leur décision se trouve à l'étranger, et non en Côte d'Ivoire (2).

- Participation de l'Etat : Nous avons calculé pour une date qui se situe sur l'année 1964, le montant des parts de l'Etat dans les sociétés du "Sondage BIC".

Soit 2,6 Milliards. La seule estimation possible est de considérer comme constant le pourcentage des parts de l'Etat sur la période 62-65. Il ne nous paraît pas que l'Etat ait modifié notablement son comportement à cet égard au cours de ces années.

| | 62 | 63 | 64 | 65 |
|----------|------|------|------|------|
| C.S. C.L | 22,2 | 28,9 | 34,3 | 38,7 |

Etat = 2,6 en 1964

% 8%

Ce qui donne en variations annuelles =

| | 63 | 64 | 65 |
|-----------|-----|-----|-----|
| Extérieur | 6,2 | 5,- | 4,- |
| Etat | 0,5 | 0,4 | 0,4 |
| TOTAL | 6,7 | 5,4 | 4,4 |

(1) cf étude des sociétés industrielles, où se trouvera le résumé d'une étude de Mr Oppitz (CEE) non publiée.

(2) Au reste, les variations importantes de C.S. C.L sont particulièrement le fait de sociétés mères typiquement étrangères.

Autres Immobilisations =

| | 62 | 63 | 64 | 65 |
|---------------|-----|-----|-----|-----|
| "Sondage BIC" | 3,1 | 4,6 | 5,7 | 7,5 |
| variation | | 1,5 | 1,1 | 1,8 |

| | 62 | 63 | 64 | 65 |
|---------------------------|-----|-----|-----|-----|
| La part "FNI - SONAFI" | 0,5 | 1,8 | 2,8 | 3,6 |
| est de : | | 1,3 | 1,- | 0,8 |

Il est bien certain que sur ce total, une part revient aux secteurs hors Sondage BIC, tel l'Immobilier. Mais comme ces secteurs seront récupérés par la suite, nous laisserons ici le Total des parts FNI - SONAFI.

Le Solde (Autres Immobiliers moins FNI - SONAFI) consiste en des prises de participations privées, en Côte d'Ivoire ou à l'étranger, ainsi qu'en Dépôts et cautionnements.

| | | | |
|----------|-----|-----|-----|
| Ce Solde | 0,2 | 0,1 | 1,- |
|----------|-----|-----|-----|

Court Terme hors banque

Il s'agit, du côté Actif comme du côté Passif, de ventiler les flux constatés aux bilans, entre les divers agents Créanciers ou Débiteurs.

Nous considérerons trois tels agents =

- les entreprises
- les ménages et les administrations, regroupés, car ce qui domine ici, c'est leur rôle commun de consommateurs finaux.
- l'extérieur

La ventilation sera faite, en considérant, par secteur d'activité, le montant du C.T.h.B, en flux et en masse; et, selon cette activité, d'estimer la part revenant aux trois agents ci-dessus. Nous avons analysé, pour chaque secteur, quelques bilans dans le détail, mais il faut admettre que la situation est très variable d'une entreprise à l'autre et que l'analyse détaillée d'un échantillon n'apporte rien, car l'extrapolation reste tout aussi hasardeuse.

Cependant, risquer des proportions spécifiques à chaque secteur pour téméraire que ce soit, est quand-même la seule façon d'utiliser au mieux l'information car il est clair que par exemple le secteur "Energie" a une situation différente de celle des Exportateurs de Café.

Pour alléger l'exposé, nous ne rapporterons ici que les ratios de ventilation (1) utilisés par secteur, sans adjoindre le détail des calculs.

| | ACTIF | | | " | PASSIF | | | |
|--------------|----------|-------------|------|-----|---------|-------------|------|-----|
| | Entrep. | Ménag. Adm. | Ext. | | Entrep. | Ménag. Adm. | Ext. | |
| INDUSTRIE | 2 | - | 1/2 | 1/2 | " 1/4 | 1/2 | 1/4 | |
| | 3 - 15 | 1/5 | - | 4/5 | " 1/2 | 1/4 | 1/4 | |
| | 4 | 1/4 | 1/4 | 1/2 | " 3/4 | 1/4 | - | |
| | 5 | - | 1 | - | " 1/2 | 1/2 | - | |
| | 6 | 1/2 | - | 1/2 | " - | 1/2 | 1/2 | |
| | 7 | 1 | - | - | " 1/4 | 1/2 | 1/4 | |
| | 8 | 1 | - | - | " 1/4 | 1/2 | 1/4 | |
| | 9 | 2/3 | 1/3 | - | " 1/2 | - | 1/2 | |
| | 11 | 1 | - | - | " 1/4 | 1/4 | 1/2 | |
| | 12 | 1 | - | - | " 1/4 | 1/4 | 1/2 | |
| | 13 | 1/2 | 1/2 | - | " 1/4 | 1/4 | 1/2 | |
| | 14 | 1 | - | - | " 1/4 | 1/4 | 1/2 | |
| | 16 | 1/2 | 1/2 | - | " 1/4 | 1/4 | 1/2 | |
| | 17 | 1/2 | 1/2 | - | " 1/4 | 1/4 | 1/2 | |
| | 18 | 1/3 | 1/3 | 1/3 | " 1/2 | 1/4 | 1/4 | |
| | 19 | 1/3 | 1/3 | 1/3 | " 1/2 | 1/4 | 1/4 | |
| | 20 | 2/3 | 1/3 | - | " 1/3 | 1/3 | 1/3 | |
| | 21 | 2/3 | 1/3 | - | " 1/3 | 1/3 | 1/3 | |
| | 22 | 1/3 | 2/3 | - | " 1/3 | 1/3 | 1/3 | |
| | 23 | 1/2 | 1/2 | - | " 1/2 | 1/4 | 1/4 | |
| | COMMERCE | I | - | 1 | - | " - | - | 1 |
| | | II | 1/4 | 1/2 | 1/4 | " - | 1/2 | 1/2 |
| | | III | 1/2 | 1/2 | - | " - | 1/3 | 2/3 |
| IV | | 1/2 | 1/2 | - | " - | 1/2 | 1/2 | |
| V | | - | - | - | " - | - | 1 | |
| VI | | - | 1/2 | 1/2 | " - | 1 | - | |
| Transitaires | 1 | - | - | " - | - | - | | |

(1) il s'agit d'ordre de grandeur .

Bien entendu, le poids des divers secteurs est très dissemblable. Seuls quelques uns ont réellement de l'importance.

(2, 3 et 15, 9, 18, 19; 20 et 23).

(II, III et VI).

Cette méthode appliquée aux secteurs du "Sondage BIC" donne les résultats suivants :

| | | 1963 | | | 1964 | | | 1965 | | |
|--------|-----------|-------|-----------|------|-------|-----------|------|-------|-----------|------|
| | | Entr. | Mén. Adm. | Ext. | Entr. | Mén. Adm. | Ext. | Entr. | Mén. Adm. | Ext. |
| ACTIF | Industrie | 1,2 | 0,9 | 0,3 | 2,4 | 2,5 | 1,3 | 2,1 | 1,3 | 0,9 |
| | Commerce | 0,3 | 0,5 | -0,1 | -0,4 | -0,1 | 0,1 | 0,4 | 0,5 | 0,4 |
| | TOTAL | 1,5 | 1,4 | 0,2 | 2,- | 2,4 | 1,4 | 2,5 | 1,8 | 1,3 |
| PASSIF | Industrie | 1,2 | 0,5 | 0,5 | 1,9 | 1,2 | 1,2 | 1,3 | 0,6 | 0,9 |
| | Commerce | - | 0,4 | 0,5 | - | 0,6 | 1,- | - | 0,3 | 0,1 |
| | TOTAL | 1,2 | 0,9 | 1,- | 1,9 | 1,8 | 2,2 | 1,3 | 0,9 | 1,- |

On voit qu'il y a incomptabilité entre Actif et Passif car un critère de cohérence est l'égalité formelle, de part et d'autre, du crédit interentreprises.

Il convient d'ajouter, au titre des transitaires =

| | | | | |
|--------|------------|-----|-----|-----|
| ACTIF | Crédit I E | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| PASSIF | Extérieur | 0,2 | 0,5 | 0,3 |

Nous proposons le rectificatif suivant :

1. La ventilation dominante sera celle de l'Actif, que nous considérons comme plus sûre.
2. En ce qui concerne le secteur 23, la part de Crédit Client allant aux entreprises sera divisée en deux parts = part allant aux entreprises proprement dits; part allant au Secteur Immobilier (1).

Le Crédit Client de la branche 23 aux entreprises se décompose donc de la façon suivante :

| | Sondage BIC | Immobilier | Total |
|------|-------------|------------|-------|
| 1963 | 0,3 | 0,4 | 0,7 |
| 1964 | 0,7 | 0,8 | 1,5 |
| 1965 | 0,3 | 0,6 | 0,9 |

Du côté de l'Actif, nous retiendrons donc finalement =

| | 63 | 64 | 65 |
|---------------------|-----|-----|-----|
| Crédit Int. entrep. | 1,4 | 1,5 | 2,2 |
| Immobilier | 0,4 | 0,8 | 0,6 |
| Ménages - Administ. | 1,4 | 2,4 | 1,8 |
| Extérieur | 0,2 | 1,4 | 1,3 |
| TOTAL | 3,4 | 6,1 | 5,9 |

(1) Lorsque, au chapitre suivant, on aura une idée des Investissements en Batiment des Entreprises, on verra que cette distinction est légitime; car la part de ces batiments construite à crédit ne peut dépasser une certaine proportion !

Du côté Passif, on ventilera comme suit le C.T.h.B entre les créanciers =

a)- Le crédit interentreprises est donné par l'Actif

| | | |
|-----|-----|-----|
| 1,4 | 1,5 | 2,2 |
|-----|-----|-----|

b)- Le Total C.T.h.B. Passif étant :

| | | |
|-----|-----|-----|
| 3,3 | 6,4 | 3,5 |
|-----|-----|-----|

il reste, pour les Ménages - Administrations et l'Extérieur

| | | |
|-----|-----|-----|
| 1,9 | 4,9 | 1,3 |
|-----|-----|-----|

Une étude plus attentive de la part revenant aux Ménages et Administrations nous incline à penser que les taux présentés précédemment surestiment la participation de ces Agents .

La variation constatée des obligations cautionnées est la suivante :

| | | |
|------|------|-----|
| -0,1 | -0,3 | 0,6 |
|------|------|-----|

Source = Trésor - BCEAO

Les salaires non versés, arriérés d'impôts, cotisations diverses etc... évoluent peu, sur la période, selon ce que l'étude plus fine de certains bilans a permis d'observer.

Nous retiendrons pour les Ménages - Administrations, l'évolution suivante =

| | | |
|-----|-----|-----|
| 0,2 | 0,1 | 0,4 |
|-----|-----|-----|

Ce qui laisse en solde pour l'Extérieur :

| | | |
|-----|-----|-----|
| 1,7 | 4,8 | 0,9 |
|-----|-----|-----|

Il y a une "flambée" en 1964.

Ne pas oublier qu'il s'agit ici de variations annuelles. Les 0,9 de 1965 ne traduisent pas une diminution mais un ralentissement de l'augmentation.

Au total, on obtient du côté Passif

| | 63 | 64 | 65 |
|-------------------------|-----|-----|-----|
| Crédit Interentreprises | 1,4 | 1,5 | 2,2 |
| Ménages - Administratio | 0,2 | 0,1 | 0,4 |
| Extérieur | 1,7 | 4,8 | 0,9 |
| TOTAL | 3,3 | 6,4 | 3,5 |

Tableau global de financement des entreprises "Sondage BIC"

A l'issue de cette analyse, opération par opération, des avoirs et engagements financiers des entreprises, il est permis d'avancer comme vraisemblable les tableaux globaux suivants, de leurs opérations financiers.

Certaines améliorations pourront y être à nouveau apportées lorsque, la prochain chapitre nous ayant invité à analyser le cheminement des investissements sur la période 1962 - 1965, par secteur d'activité et par type d'investissement, il nous sera donné une évaluation du compte de capital des secteurs qui manquent à notre échantillon "Sondage BIC".

T.O.Fi des Entreprises "Sondage BIC"

| ACTIF | | 1963 | 1964 | 1965 | " | 1963 | 1964 | 1965 | PASSIF | |
|------------------|-------------|------|------|------|---|------|------|------|------------|------|
| Autres Immob. | Etat | 1,3 | 1,- | 0,8 | " | 0,5 | 0,4 | 0,4 | Etat | C.S. |
| | Autres | 0,2 | 0,1 | 1,- | " | 6,2 | 5,- | 4,- | Extérieur | C.L. |
| CThB | Crédit I.E | 1,4 | 1,5 | 2,2 | " | 1,4 | 1,5 | 2,2 | Crédit I.E | |
| | Immobilier | 0,4 | 0,8 | 0,6 | " | | | | | |
| | Mén. Admin. | 1,4 | 2,4 | 1,8 | " | 0,2 | 0,1 | 0,4 | Mén. Admi. | CThB |
| | Extérieur | 0,2 | 1,4 | 1,3 | " | 1,7 | 4,8 | 0,9 | Extérieur | |
| C.T.B. | | 0,6 | 3,6 | 0,4 | " | 3,4 | 9,- | -4,1 | C.T.B. | |
| | | | | | " | 1,- | 0,5 | 1,8 | bancaire | M.T |
| | | | | | " | 0,7 | 2,- | 6,1 | extérieur | |
| SOLDE | | 9,6 | 12,5 | 3,6 | " | | | | | |

Ce tableau de flux financiers se raccorde directement aux autres comptes des entreprises (exploitation, affectation, capital), et montre comment, chaque année se sont modifiés les avoirs et engagements des entreprises, pour accompagner les processus de production, d'achat et de vente, selon les caractéristiques structurelles propres à chaque entreprise et aux marchés dont elles participent.

Ces ajustements permanents modifient les stocks de Créances et de Dettes, et il est intéressant de savoir ce que celles-ci représentent, en masse : pour comparer leurs poids relatifs, ainsi que celui des divers créanciers et débiteurs.

Ceci est d'un intérêt tout particulier s'il s'agit d'évaluer la rémunération des facteurs (ici: du capital) et la part revenant aux divers Prêteurs ou Actionnaires.

La construction de ces bilans globaux ne pose pas de difficulté supplémentaire, si l'on veut bien admettre que les divers ajustements et simplifications faits précédemment sur les flux, restent valables pour les masses. Hypothèse discutable, mais il n'en est pas de meilleure pour l'instant; et du reste, nos informations portaient tantôt de caractéristiques de masse, tantôt de caractéristiques de flux ; les réduire toutes en vue d'un équilibre de masse, ou en vue d'un équilibre de flux, sont deux possibilités dont on ne peut dire exactement laquelle - sur l'ensemble des informations - respecte le mieux leur nature.

Tableau financier "Sondage BIC"

En masse

| | | 62 | 63 | 64 | 65 | | |
|-------|---|--------|---------------|------|------|------|------|
| ACTIF | " | | | | | | |
| | " | Autres | Etat | 0,5 | 1,8 | 2,8 | 3,6 |
| | " | Immob. | Autres | 2,6 | 2,8 | 2,9 | 3,9 |
| | " | | Crédit I.E | 10,7 | 12,1 | 13,6 | 15,8 |
| | " | CThB | Immobilier | 1,7 | 2,1 | 2,9 | 3,5 |
| | " | | Ménag. Admin. | 10,- | 11,4 | 13,8 | 15,6 |
| | " | | Extérieur | 3,3 | 3,5 | 4,9 | 6,2 |
| | " | | C.T.B. | 5,4 | 6,- | 9,6 | 9,9 |
| | " | | TOTAL | 34,2 | 39,7 | 50,5 | 58,5 |

| | | | | | | | | |
|--------|---|------|---------------|-----------|------|-------|-------|------|
| PASSIF | " | C.S. | Etat | 1,7 | 2,2 | 2,6 | 3,- | |
| | " | C.L. | Extérieur | 20,5 | 26,7 | 31,7 | 35,7 | |
| | " | | Crédit I.E. | 10,7 | 12,1 | 13,6 | 15,8 | |
| | " | CThB | Ménag. Admin. | 3,5 | 3,7 | 3,8 | 4,2 | |
| | " | | Extérieur | 7,2 | 8,9 | 13,7 | 14,6 | |
| | " | | C.F.B. | 19,1 | 22,5 | 31,5 | 27,4 | |
| | " | | M.T | Bancaire | 2,- | 3,- | 3,5 | 5,3 |
| | " | | L.T | Extérieur | 5,2 | 5,9 | 7,9 | 14,- |
| | " | | TOTAL | 69,9 | 85,- | 108,3 | 120,- | |

Deuxième Partie

=====

LES INVESTISSEMENTS

Les données issues des Comptes d'Agents

- Investissements des Sociétés Industrielles et Commerciales
- Investissements des autres agents

Les données issues de l'Equilibre Emploi - Ressource

- Equilibre en produits d'équipement n° 23
- Equilibre en produits d'équipement n° 16 - 17

Tableau résumé des Investissements

La connaissance qu'on a actuellement des investissements en Côte d'Ivoire repose essentiellement sur l'équilibre, en emploi et ressource, des produits n° 16, 17 et 23 (nomenclature D.E.D.) consacrés à l'équipement, c'est à dire : véhicules et matériel, et Batiment T.P. (1).

Le Tableau "Emplois - Ressources", par produit, a fait l'objet d'un travail considérable durant ces dernières années, notamment à la D.E.D. (Monsieur Leblan), et fut au coeur des méthodes utilisées pour les Perspectives Décennales.

Le volet "Ressources, plus Consommations Intermédiaires" est le meilleur, en raison de nombreux critères de cohérence interne (2). Les points les plus litigeux restent ceux relatifs à l'homogénéité des prix, aux marges commerciales, et à la production peu ou pas commercialisées (3).

Le volet "Consommation finale Formation brute de Capital Fixe, variation de stocks", qui fait appel à une connaissance des comportements des divers consommateurs et utilisateurs, est tributaire de l'état rudimentaire de l'information en ce domaine.

o

o o

(1) Il va sans dire que l'analyse des projets industriels nouveaux, les études sectorielles, la connaissance privilégiée d'entreprises "prioritaires" et d'opérations sur fonds publics, éclairent ça et là sur l'évolution passée et à venir, et sont un outil privilégié de la prévision et de la décision planificatrice. Mais elles ne permettent guère de vue d'ensemble.

(2) Si l'on excepte les branches n°1, 24, 25, 26, 27 et partiellement la n° 2.

(3) à savoir : (économie traditionnelle; production des entrepreneurs individuels; production de biens X par une entreprise placée dans la branche Y, autoconsommée, et n'apparaissant qu'en consommation intermédiaire pour les inputs correspondants).

Le but de ce chapitre est de faire le point des informations disponibles en matière d'équipement. D'affecter au mieux leur part aux divers agents utilisateurs et partant, d'apprécier le poids de certains d'entre eux pour lesquels une information directe est défailante.

Ayant rassemblé, à l'issue de ce chapitre, toutes les données disponibles, relatives aux investissements de l'"Agent Entreprise", et faisant appel à ce que le chapitre précédent nous a appris sur ses opérations financières, peut-être sera-t-il possible par la suite d'ouvrir des perspectives sur le processus de capitalisation et les modalités effectives de son financement.

o

o o

Les données issues des Comptes d'Agents

- Investissements des Sociétés Industrielles et Commerciales
- Investissements des Autres Agents

Investissements des Sociétés Industrielles et Commerciales

Source : Sondage dossiers "BIC".

Les corrections qui permettent de passer de la comptabilité privée à la Comptabilité Nationale ont été indiquées - quant à leur principe - dans une étude précédente. Nous nous bornerons à donner les taux retenus, (pour les corrections retenues), pour rectifier le chiffre des investissements inscrits aux bilans différentiels. D'autre part, on n'envisagera que les Investissements globaux de l'ensemble des Sociétés commerciales et industrielles. Le poids de chaque secteur peut être calculé sur la base des données fournies antérieurement. Signalons, à ce sujet, une difficulté : les taux calculés ici sont des taux moyens pour l'ensemble des secteurs et sur toute la période; on peut espérer une relative stabilité moyenne; une étude secteur par secteur ne saurait se contenter d'une telle approximation.

Remarque =

Les investissements de l' E.E.C.I. ont été sortis du groupe "Sondage BIC" En effet, le barrage d'Ayamé II, comptabilisé à la fois au BSIE et au bilan 1965 de l'E.E.C.I., relève d'un traitement particulier.

Part respective du Batiment T.P. et du matériel

Les dossiers "BIC" ne permettent pas une telle étude. Nous avons utilisé les questionnaires envoyés chaque année aux entreprises par la D.E.D. . La partie du questionnaire relative aux investissements demande de détailler ceux-ci en Batiment T.P et matériel. Il y a beaucoup de "non-réponse" et la part des "répondant" n'est pas homogène dans le temps. Aussi l'estimation qui va être faite repose -t-elle sur un échantillon restreint (une soixantaine d'entreprises) et théoriquement assez criticable. Nous admettrons que les réponses au questionnaire sont faites sur les mêmes bases que les données inscrites au bilan: hors taxes déductibles, et autoéquipement non compris.

Il semble que les proportions =

Batiment T.P. = 1/3
 Matériel = 2/3

soient assez bonnes, sur la période, pour l'ensemble des secteurs regroupés.

Ci-joint le tableau détaillé qui justifie l'estimation, aux limitations près de qualité rappelées plus haut.

| | 1962 | 1963 | 1964 | TOTAL |
|---------------|---------|---------|---------|----------|
| Batiment T.P. | 1.594,5 | 2.021,2 | 2.873,1 | 6.488,8 |
| Matériel | 3.392,7 | 4.119,3 | 5.565,3 | 13.077,3 |

Investissements : Données questionnaire D.E.D.

| Branche | 1962 | | 1963 | | 1964 | |
|---------|----------|--------|--------|---------|----------|----------|
| | Batiment | Matér. | Batim. | Matéri. | Batiment | Matériel |
| 2 | 600,- | 479,4 | 79,4 | 646,6 | 118,3 | 292,1 |
| 3 | 46,- | 347,- | 40,9 | 693,7 | 30,9 | 530,- |
| 4 | 31,- | 170,- | 10,- | 35,- | 21,9 | 74,8 |
| 5 | 4,4 | 14,3 | 1086,4 | 735,1 | 5,2 | 75,6 |
| 6 | 36,8 | 193,5 | 17,4 | 20,8 | 200,- | 692,4 |
| 7 | 60,- | 254,1 | 22,6 | 99,5 | 46,2 | 125,4 |
| 8 | 6,9 | 55,4 | 18,- | 23,4 | 30,8 | 37,2 |
| 9 | 25,- | 43,7 | 7,- | 40,- | 811,- | 1100,- |
| 10 | 45,8 | 199,1 | 36,3 | 69,2 | 26,1 | 161,3 |
| 11 | 8,- | 24,- | - | 15,- | 10,- | 19,- |
| 12 | 11,9 | 38,1 | 5,9 | 70,8 | 30,- | 176,- |
| 13 | - | - | - | - | 136,- | - |
| 14 | 32,5 | 36,4 | 50,- | 120,9 | 37,7 | 93,9 |
| 15 | 78,- | 160,3 | 100,- | 327,9 | 186,8 | 949,- |
| 16 | 38,3 | 152,- | 20,- | 61,3 | 32,7 | 37,- |
| 17 | 40,- | 124,- | 22,4 | 125,8 | 27,1 | 71,6 |
| 18 | 26,8 | 199,7 | 223,7 | 484,5 | 229,4 | 200,- |
| 19 | 7,6 | 24,1 | 6,- | 40,- | 25,2 | 13,7 |
| 20 | 52,7 | 91,6 | 10,6 | 66,5 | 10,3 | 152,- |
| 21 | - | 33,4 | 2,6 | 19,6 | 4,3 | 22,7 |
| 22 | 9,- | 92,5 | 11,4 | 82,1 | 25,6 | 10,8 |
| 23 | 173,8 | 660,5 | 150,6 | 241,6 | 298,6 | 611,2 |
| 24 | 260,- | - | 200,- | - | 528,- | 120,- |
| TOTAL | 1594,5 | 3392,7 | 2021,2 | 4119,3 | 2873,1 | 5565,3 |

Correction de T.V.A. déductible =

Les taux de la T.V.A. sont présentement les suivants, et comprennent: le taux normal, la taxe complémentaire, la contribution nationale:

| | |
|-------------|------|
| taux normal | 14% |
| taux réduit | 6,5% |
| taux majoré | 29% |

Compte tenu de la structure des équipements, nous admettrons un taux moyen de:

- 10% pour le Batiment T.P.
- 13% pour le Matériel .

Correction d'autoéquipement et de gros entretien =

Quatre hypothèses différentes ont été envisagées :

| | | | | |
|---|-----------|-----|---|-----|
| (| Bat. T.P. | 60% | ; | 60% |
| (| Matériel | 30% | ; | 10% |
| (| Bat. T.P. | 30% | ; | 30% |
| (| Matériel | 30% | ; | 10% |

à partir desquelles l'équilibre global des ressources et emplois en biens d'équipement fut tentée.

Nous ne présenterons ici que l'hypothèse retenue, que les rares informations directes que nous avons pu obtenir semblent d'ailleurs confirmer :

| | | |
|-----------|---|-----|
| Bat. T.P. | = | 60% |
| Matériel | = | 10% |

Remarque I : Le taux de 60% en Batiment T.P. qui parait fort, à première vue, est cependant encore en deçà de ce que permet l'évaluation (trop simpliste) consistant à affecter la consommation intermédiaire en ciment (et matériaux) des branches autres que la 23 à l'autoéquipement en Bâtiment T.P, avec un coefficient technique moyen de l'ordre de 1/6.

La correction de 10% sur le matériel semble correspondre à la part des produits de la branche n°17 (pièces de rechange, certains petits matériels) placés trop généreusement par les entreprises au débit de leur compte d'exploitation.

Remarque II: Ces corrections à l'Actif des bilans différentiels des entreprises trouvent leur contrepartie au Passif, par une majoration égale de l'Épargne.

Remarque III: Pour l'ensemble de l'équipement, le taux d'autoéquipement est de:

$$0,6 \times \frac{1}{3} + 0,1 \times \frac{2}{3} \neq 0,27$$

Nous n'avons qu'une connaissance indirecte des taux retenus en France par le SEEF. Mais il semble que les nôtres ne soient pas excessifs; plutôt même sous estimés.

Remarque IV: Le lecteur pourra choisir les taux qui lui conviennent. Les calculs ont été présentés de sorte que les modifications soient faciles à apporter.

Investissements des Sociétés "Sondage BIC" (sf EECI)

| | 1963 | 1964 | 1965 |
|--|------|------|------|
| Investissements inscrits aux bilans différentiels | 11,5 | 12,9 | 16,3 |
| E.E.C.I. | 0,8 | 1,5 | 5,7 |
| SOLDE | 10,7 | 11,4 | 10,6 |
| ===== Bat. T.P. (1/3) | 3,6 | 3,8 | 3,5 |
| ===== Matériel (2/3) | 7,1 | 7,6 | 7,1 |
| ===== | | | |

Correction T.V.A

| | | | |
|-----------------|-----|-----|-----|
| Bat. T.P. (1,1) | 4,- | 4,2 | 3,9 |
| Matériel (1,13) | 8,- | 8,6 | 8,- |

Correction Autoéquipement et gros entretien

| | | | |
|---|------|------|------|
| Bat. T.P. (1,6) | 6,4 | 6,7 | 6,2 |
| Matériel (1,1) | 8,8 | 9,5 | 8,8 |
| TOTAL | 15,2 | 16,2 | 15,- |
| Total correction (= correction Epargne) | 4,5 | 4,8 | 4,4 |

Examinons rapidement les éléments qui manquent à la connaissance de l'ensemble des Investissements :

| A - Secteurs productifs | Inest. | Qualité des Investisseurs |
|---|---------|--|
| n° 1 Agriculture vivr.-élevage | 23 | E.I |
| n° 2 Agriculture industrielle | 23 | Public |
| n° 9 E.E.C.I. | 17 - 23 | Sociétés/Fonds Publics |
| n°10 Extraction - Mines | 17 ? | Public dont Recherches Privé |
| n°24 ASECNA - RAN - PORT | 17 - 23 | Fonds Publics |
| Aérien | 17 | Sociétés |
| Transports routiers | 17 | E.I. |
| n°25 Immobilier | 23 | E.I. Sociétés privés et semi-publiques |
| n°26 Hôtel restaurant Services | 23 | Sociétés E.I. |
| n°27 Commerce | 23 | E.I |
| ===== | | |
| B - <u>Ménages</u> - (Immobilier) | 23 | |
| ===== | | |
| C - <u>Administrations</u> | 23 | T.P. Bat. Annexes |
| | 17 | Matériel |
| | ? | Recherche |
| ===== | | |
| D - Extérieur placé avec les Administrations | 23 | Ambassades etc... |
| ===== | | |

Cette énumération invite à une remarque = qu'entend-on par investissement ?

Restriction à la notion d'investissement

Sur un plan général, la notion d'équipement part de la caractéristique de biens non fongibles, pouvant servir plusieurs fois sur une durée assez longue à produire d'autres biens et services. C'est ainsi que le poste "Immobilier" des ménages est considéré comme investissement car il sert à la production du service "Logement" inclus (en principe) dans la production de la branche n°25. De même les investissements des administrations, servant à la production de services publics (optique du Produit) ou contribuant à l'activité économique nationale.

Certains cas difficiles sont - par exemple - les frais d'étude et de recherche, les travaux d'aménagement rural, le coût du cheptel de trait.

Dans un pays sous-développé, outre ces problèmes, s'ajoute la difficulté, dès qu'on quitte le champ étroit du secteur moderne, que les biens perdent leur différenciation, et de plus ne sont pas échangés (indivision du travail). Ainsi, on ne peut nommer les biens d'équipement, et de toute façon on ne peut en appréhender les flux à l'occasion d'échanges.

Cependant, on ne peut nier qu'il y ait processus de capitalisation (mesuré en biens, ou en temps de travail) car tout procès de production nécessite des délais de fabrication impliquant que certains biens - ou services - "puissent servir plusieurs fois sur une durée assez longue à produire d'autres biens et services".

Aux facteurs de production fondamentaux, la terre et le travail, s'est adjoint - pour les commodités de l'analyse, - un dérivé : le capital fixe, forme spécifique de capitalisation du couple "Travail - Terre", qui mesure en quelque sorte le poids des "détours de production".

Il reste à apprécier le poids de ces détours de production en économie dite traditionnelle; poids qui ne nous paraît pas négligeable, au regard des productions réalisées, et que la notion moderne de Capital Fixe exprime mal.

Nous ne sommes pas en mesure de résoudre cette question et, s'agissant d'évaluer les investissements réalisés en Côte d'Ivoire sur la période 1963 - 1965, nous limiterons le domaine au seul cas des Investissements de type moderne, caractérisés par l'acquisition de certains biens précis d'équipement, à l'exclusion = du bétail de trait, des études et recherches, des travaux d'aménagement rural non commercialisés, de certains biens contribuant comme Capital Fixe à la production des entrepreneurs individuels et que notre classification par produit amène à ranger dans la commation intermédiaire ou la consommation finale . Il en sera de même de l'activité des garages, dont une partie que l'on sait apprécier pourrait valablement être rangée parmi le Gros Entretien.

Les investissements publics.

Les documents rassemblés et élaborés par la D.E.D. (Monsieur Leblan) ont largement facilité notre travail. Au vu des Fonds Publics et Parapublics affectés à des dépenses d'équipement, il nous resta à faire le départ entre Investissements publics et Investissements des entreprises sur fonds publics; à sortir du chiffre des investissements certaines dépenses à placer soit au compte d'exploitation, soit au compte financier = Avances, prises de participations et Prêts, études et recherches. Les dépenses militaires en T.P. ont été laissées en équipement, mais isolées.

Certains services publics (RTI, DPT, ASECNA, RAN, Port d'Abidjan) qui devraient être inclus dans l'Agent Entreprise ont été laissés dans les comptes publics, afin de ne pas trop nous éloigner de la Comptabilité Nationale actuelle. D'ailleurs, isoler les comptes de ces services est une tâche difficile, dans l'état présent de la comptabilité publique. Il resterait à faire une étude précise des liaisons multiples, et pour le présent incertaines et difficilement mesurables, que l'Etat entretient "directement" avec les secteurs productifs.

L'état des dépenses publiques pour l'année 1965 n'ayant fait l'objet que d'évaluations provisoires, on a - imitant en cela les service du Plan - plus ou moins reconduit les dépenses de 1964.

Les différents budgets ont été analysés par Titres, Chapitres, Articles. Certains travaux subventionnés directement par le FAC - FED ont été ajoutés.

Les budgets des différentess années se chevauchent. Le passage qui a été fait d'une comptabilité d'exercice à une comptabilité de gestion reste approximatif.

La ventilation retenue entre les divers types d'investissement repose sur l'analyse, par article, de l'intitulé des opérations réalisées Elle serait grandement améliorée si la mécanographie pouvait fournir régulièrement ce type de renseignements, et si chaque année, une direction de la Comptabilité Publique et une Cour des Comptes, pouvait utilement renseigner sur l'adéquation entre l'intitulé de chaque article et son contenu effectif "ex-post".

| n° BSIE | DESIGNATION | BASIE 60 - 61 | BASIE 62 | BASIE 63 - 64 | BSIE 62-63-64 | Paiement CAA 64 | CPD non payés | TOTAL |
|-----------|--|------------------|-------------|------------------|------------------|--------------------|------------------|----------|
| Titre I | Etudes et Recherches | 506,9 | 344,1 | 122,8 | 1.594,- | 147,5 | 159,- | 2.874,3 |
| II 11 | Agriculture | 308,1 | 285,6 | 139,6 | 2.008,4 | - | - | 2.741,7 |
| II 12 | Elevage - Pêche | 49,9 | 13,7 | 2,4 | 66,8 | - | - | 132,8 |
| II 13 | Production Industrielle | 456,1 | 568,8 | 802,7 | 115,5 | 439,1 | 2.029,6 | 4.411,8 |
| II 14 | Part - Prêts | - | - | 110,1 | 1.381,9 | - | - | 1.492,- |
| II 21 | Routes | 2.034,8 | 1.426,6 | 690,9 | 735,9 | 263,2 | 337,7 | 5.489,1 |
| II 22 | Chemin de fer | 1,3 | 16,8 | - | - | - | - | 18,1 |
| II 23 | Ports et voies navigab. | 140,7 | 213,4 | 104,- | 180,- | 551,4 | 1.290,5 | 2.480,- |
| II 24 | Aérodromes | 73,9 | 19,- | 9,4 | - | - | - | 102,3 |
| II 25 | P. et T. | 127,3 | 197,4 | 122,9 | - | - | - | 447,6 |
| II 27 | Urbanisme | 788,- | 822,8 | 475,7 | 422,2 | 178,7 | 38,5 | 2.725,9 |
| Titre II | | 3.980,1 | 3.564,1 | 2.457,7 | 4.910,7 | 1.432,4 | 3.696,3 | 20.041,3 |
| Titre III | Enseignement | 711,6 | 531,- | 503,7 | 297,1 | 74,3 | 546,4 | 2.664,1 |
| Titre IV | Santé - Affaires Social. | 235,9 | 134,8 | 104,5 | 82,- | - | - | 557,2 |
| V 11 | Moyen des Sc. (It) ^{donc} (Armée) | 1.989,3 | 887,6 | 444,1 | 3.674,7 | 149,7 | 172,2 | 7.417,6 |
| V 14 | Participations | 624,1 | - | - | - | - | - | 624,1 |
| V 21 | Fees et divers | 120,2 | 22,6 | 36,2 | 6,9 | - | - | 185,9 |
| V 22 | Acquisitions domaniales | 347,1 | 43,2 | 205,7 | 123,- | - | - | 719,- |
| V 23 | Pds de concours | - | - | - | 58,2 | - | - | 58,2 |
| V 24 | Remboursement Avance | 250,- | - | - | - | - | - | 250,- |
| VI 11 | Provision pr charge d'emprunt | - | - | - | 1.671,- | - | - | 1.671,- |
| TOTAL | | 8.765,2 | 5.527,4 | 3.974,7 | 12.417,6 | 1.803,9 | 4.573,9 | 37.062,7 |

Nous retiendrons comme Investissements Publics le tableau récapitulatif suivant (*).

| | 1963 | 1964 |
|--|----------|----------|
| BASIE - BSIE - Etudes (fonctionnement) | 1.700,0 | 1.990,- |
| 17 | 650,- | 1.000,- |
| Armée | 400,- | 400,- |
| Batiment (1/3) | 970,- | 2.572,- |
| T.P. (2/3) | 2.000,- | 5.000,- |
| <u>Divers</u> | | |
| Emprunt STECI (Batiment) | - | 750,- |
| Autofinancement P.et T.(17) | 135,- | 129,- |
| ASECNA - RAN - T.P. | 200,- | 350,- |
| Routes T.P. | 200,- | 200,- |
| Communes T.P. | 100,- | 200,- |
| Divers T.P. | 10,- | 88,- |
| FAC - FED = Etudes (1/10) | 330,- | 310,- |
| 17 | 110,- | 100,- |
| Batiment | 900,- | 850,- |
| T.P. | 1.823,- | 1.809,- |
| B.G. | | |
| (17 | 240,- | 240,- |
| (T.P. | 1.372,- | 1.805,- |
| Communes | | |
| T.P. | 87,- | 96,- |
| Autres | | |
| (17 | 32,- | 28,- |
| Administrat. | | |
| (Batiment | 501,- | 404,- |
| (| | |
| TOTAL | 11.760,- | 18.321,- |
| Etudes | 2.030,- | 2.300,- |
| 17 | 1.167,- | 1.497,- |
| Armée | 400,- | 400,- |
| Batiment | 2.371,- | 4.576,- |
| T.P. | 5.792,- | 9.548,- |

(*) La ventilation des équipements en produits n°23, entre Batiment-Annexes et Travaux Publics, semble être approximativement, sur la période : T.P. = 2/3

Batim. 1/3

Investissement des secteurs tels que: Immobilier
Transport Routier etc...

Ces investissements seront évalués à partir de l'équilibre "Emplois - Ressources" des biens d'équipement, en liaison avec certaines informations directes (partielles) telles que =

- Parc Autos
- Evolution du Parc Immobilier estimée sur Abidjan suivant les enquêtes de la S.E.M.A.

o

o o

Les données issues de l'Equilibre Emploi - Ressource

- Equilibre en produits d'équipement n° 23
- Equilibre en produits d'équipement n° 16 - 17

Equipement total en produit n° 23

- (Batiment - Annexes
- (T.P.

Ressources affectées à l'équipement

- Les Tableaux "Emplois - Ressources" de la D.E.D. donnent l'équilibre suivant =

| | 1963 | 1964 | 1965 |
|------------------|------|------|------|
| Total Ressources | 19,5 | 25,- | 27,- |
| C.I. + C.F. | 1,7 | 1,9 | 2,2 |
| F B C F | 17,8 | 23,1 | 24,8 |

- Une étude plus fine de la production de la branche n°23, d'ue à Monsieur Behmoiras, donne la ventilation suivante =

| | Gros oeuvres | Annexes | Régie | T.R. | Artisanat | TOTAL | Correctif |
|----|-----------------|---------|-------|------|-----------|-------|-----------|
| 63 | 8,6 | 3,4 | 1,4 | 0,6 | 5,5 | 19,5 | - |
| 64 | 10,5 | 3,8 | 1,8 | 0,4 | 9,- | 25,5 | -0,5 |
| 65 | 10,6 | 4,2 | 1,5 | 0,5 | 9,4 | 26,2 | +0,6 |

- Le Gros Oeuvre se décomposant comme suit =

| | T.P. | Bat. et TP | Batiment | TOTAL |
|----|-------|------------|----------|-------|
| 63 | 3,3 | 3,5 | 1,9 | 8,6 |
| 64 | 4,2 | 3,7 | 2,5 | 10,5 |
| 65 | (4,2) | (3,7) | (2,5) | 10,6 |

- Une étude sectorielle, réalisée par l' I.F.O., permet de ventiler approximativement la production du sous-secteur "Batiment et T.P" en =

| | | | |
|---|----------|---|-----|
| (| Batiment | = | 60% |
| (| T.P. | = | 40% |

- On admettra que la consommation finale et la consommation intermédiaire de produits n°23 sont des consommations du sous-produit : "Annexes" .

Au Total, nous avons, comme ressources en Equipement n°23 :

| | | | |
|-----------------------|------|------|------|
| T.P. (1) | 6,6 | 7,8 | 7,6 |
| Batiment - Annexes(2) | 11,2 | 15,3 | 17,2 |

(1) y compris les travaux en Régie, et les travaux ruraux (T.R)

(2) y compris l'"Artisanat" .

Emplois affectés à l'équipement

- Il faut ventiler l'Equipement en n° 23 des secteurs "Sondage BIC" entre Batiment - Annexes et Travaux Publics.

L'estimation faite est la suivante = Tout l'équipement en (23) de ces sociétés est du Batiment, sauf pour les secteurs n°2; n° 3 et 15;

n°23; où le Batiment représente :

| | | |
|--------------------|---|-----|
| - branche n°2 | = | 0% |
| - branche n°3 - 15 | = | 33% |
| - branche n°23 | = | 50% |

En moyenne, nous obtenons une ventilation voisine de :

| | | | |
|---|--------------------|---|-----|
| (| Batiment - Annexes | = | 2/3 |
| (| T.P. | = | 1/3 |
| (| | | |

On rappelle que l'E.E.C.I. est exclue du groupe.

- Emploi total en Equipement "T.P."

| | 1963 | 1964 | 1965 |
|---------------|------|------|-------|
| "Public" | 5,8 | 9,5 | (9,5) |
| "Sondage BIC" | 2,1 | 2,2 | 2,- |
| TOTAL | 7,9 | 11,7 | 11,5 |

On voit que cela ne correspond pas au total des ressources =

| | | |
|-----|-----|-----|
| 6,6 | 7,8 | 7,6 |
|-----|-----|-----|

- Emploi total en Equipement "Batiment - Annexes"

- ("Sondage BIC"
 - ("Public"
 - ("Immobilier"
- Trois groupes demandeurs:

Examinons ce dernier :

Remarque préliminaire : Sous le titre "Immobilier" nous rassemblons:

- Les sociétés civiles immobilières
- Les sociétés para-publiques type CICOGI
- L'immobilier de la branche n°26
- L'immobilier des ménages
 - urbains
 - ruraux
- Les investissements en Batiment des entrepreneurs individuels pour qui on ne sait séparer la fonction d'entreprise et la qualité de "ménage" (motif de logement et de spéculation immobilière).

Une étude analytique de ce groupe "Immobilier", aidée en particulier par l'information de la SEMA (étude d'urbanisme sur Abidjan), permet d'avancer les chiffres suivants sur la base de l'année 1963 =

En milliards =

- 0,9 = CICOGI ; SOGEFIHA ... etc...
- 1,- = Soc. Immob. ; Hôtelsetc...
- 1,5 = Constructions rurales en dur (1,- pour 1963)
- 1,5 = Ménages Africains, constructions urbaines
- 0,7 = Construction des E.I. Européens - Villas

Soit au total =

| | | |
|-----|-----|-----|
| 5,1 | 5,6 | 5,6 |
|-----|-----|-----|

Ces chiffres représentent en quelque sorte un trend; l'équipement effectif résultera de l'équilibre "Emplois - Ressources" en "Batiment - Annexes".

- Finalement, l'Emploi "minimal" en Batiment - Annexes :

| | 1963 | 1964 | 1965 |
|---------------------|---------|---------|---------|
| Public (dont Armée) | 2,4+0,4 | 4,6+0,4 | 4,6+0,4 |
| Sondage BIC | 4,3 | 4,5 | 4,2 |
| Trend Immobilier | 5,1 | 5,6 | 5,6 |
| TOTAL | 12,2 | 15,1 | 14,8 |

Ce qui ne correspond non plus aux ressources disponibles :

| | | |
|------|------|------|
| 11,2 | 15,3 | 17,2 |
|------|------|------|

Ressources en Batiment et T.P. corrigées

1) Dans le groupe "Sondage BIC", les correctifs d'autoéquipement se montent à :

| | | | |
|----------|-----|-----|-----|
| T.P. | 0,8 | 0,8 | 0,7 |
| Batiment | 1,6 | 1,7 | 1,6 |

Or ces productions n'apparaissent pas dans la production de la branche 23. Il faut les réintroduire. (Ce qui accroît la valeur ajoutée intérieure d'autant, car les consommations intermédiaires ont été déjà placées au débit du compte de production - d'exploitation, en langage de comptabilité privée - des secteurs producteurs).

Le ressources rectifiées deviennent =

| | | | |
|----------|------|------|------|
| T.P. | 7,4 | 8,6 | 8,3 |
| Batiment | 12,8 | 17,- | 18,8 |
| TOTAL | 20,2 | 15,6 | 27,1 |

2) Les ressources sont maintenant excédentaires pour le Batiment - Annexes et toujours déficitaires pour les T.P.

Différence "Emplois moins Ressources" en T.P. :

| | | |
|-----|-----|-----|
| 0,5 | 3,1 | 3,2 |
|-----|-----|-----|

Il faut admettre qu'une partie de la production en T.P. a échappé aux Comptables Nationaux. Très probablement en ce qui concerne les travaux et aménagements ruraux. Signalons aussi l'existence éphémère d'associations d'entrepreneurs, réunis en vue d'une convention précise d'aménagement ou d'infrastructure, et dont l'activité est malaisée à être appréhendée par les voies classiques de l'information statistique.

Pour ne point trop charger le groupe "Immobilier", qui récupérera le solde d'excédent en ressources du Batiment - Annexes, nous admettrons qu'une partie de la production baptisée "Artisanat" regroupe en fait un solde dont une partie est du T.P.

Nous y récupérerons, pour 1963, la totalité de ce qui manque en ressources T.P., soit 0,5 milliards ; et pour les années 1964, 1965 : 1,5 milliards.

| | | | | | | | |
|---------------------------------------|---|-----|---|-----|---|-----|---|
| Partie récupérée sur l'Artisanat : | ! | 0,5 | ! | 1,5 | ! | 1,5 | ! |
|---------------------------------------|---|-----|---|-----|---|-----|---|

Il semble que de cette manière, on ne puisse que sous estimer le groupe "Immobilier".

3) Faisant le compte des Ressources en T.P., on voit qu'il manque encore :

| | | | | | | |
|---|---|---|-----|---|-----|---|
| ! | - | ! | 1,6 | ! | 1,7 | ! |
|---|---|---|-----|---|-----|---|

Nous proposons d'ajouter ces chiffres aux productions de la branche 23 relatives aux Travaux Ruraux et publics.

En résumé, l'équilibre "Emplois - Ressources" des équipements en Batiment - T.P. se présente de la façon suivante =

| RESSOURCES | | T.P. | T.R. | Chiffres D.E.D | | | |
|---------------------|---------|------|--------------------------|--------------------------|------|------|------|
| | | | | | | | |
| Batiment Annexes | T.P. | T.R. | Chiffres D.E.D | 6,6 | 7,8 | 7,6 | |
| | | | Correctif Autoéquipement | 0,8 | 0,8 | 0,7 | |
| | | | Prise sur Artisanat | 0,5 | 1,5 | 1,5 | |
| | | | T.P. et T.R. à ajouter | - | 1,6 | 1,7 | |
| | | | TOTAL | 7,9 | 11,7 | 11,5 | |
| | Annexes | T.P. | T.R. | Chiffres D.E.D | 11,2 | 15,3 | 17,2 |
| | | | | Correctif Autoéquipement | 1,6 | 1,7 | 1,6 |
| | | | | Prise sur Artisanat | -0,5 | -1,5 | -1,5 |
| | | | | TOTAL | 12,3 | 15,5 | 17,3 |

| EMPLOIS | | T.P. | T.R. | Public | | | | | |
|---------------------|------------|------|-------------|--------|------|-------------|------|-----|-----|
| | | | | | | | | | |
| Batiment Annexes | T.P. | T.R. | Public | 5,8 | 9,5 | 9,5 | | | |
| | | | Sondage BIC | 2,1 | 2,2 | 2,- | | | |
| | | | TOTAL | 7,9 | 11,7 | 11,5 | | | |
| | | | Annexes | T.P. | T.R. | Public | 2,8 | 5,- | 5,- |
| | | | | | | Sondage BIC | 4,3 | 4,5 | 4,2 |
| | Immobilier | 5,2 | | | | 6,- | 8,1 | | |
| | TOTAL | 12,3 | | | | 15,5 | 17,3 | | |

| | | | |
|---------------|------|------|------|
| TOTAL GENERAL | 20,2 | 27,2 | 28,8 |
|---------------|------|------|------|

Les investissements du groupe "Immobilier"

Pour expliciter le contenu des investissements du groupe "Immobilier", nous proposons la ventilation suivante, sous toutes réserves :

| | | | |
|--------------------------------------|-----|-----|-----|
| C I C O G I etc... | 0,9 | 0,9 | 1,- |
| Stés Immob. , Hôtels ...etc... | 0,9 | 0,9 | 1,1 |
| Constructions rurales en dur | 1,1 | 1,5 | 2,6 |
| Construct. urbaines - Ménag.Africai. | 1,5 | 1,8 | 2,2 |
| Construc. des E.I. - Villas-Europé. | 0,8 | 0,9 | 1,2 |
| TOTAL | 5,2 | 6,- | 8,1 |

Rappelons que le secteur "logement" comprend en outre =

- des logements administratifs du type "Assistance Technique", comptabilisés dans les investissements publics
- des logements fournis à leur personnel par les entreprises et comptabilisés dans les investissements du "Sondage BIC".

o

o o

(véhicules
 (
 (matériel
 (

Equipement total en produits n°16 et 17

Le problème de l'équilibre "Emplois-Ressources" de ces produits est radicalement différent de ce que nous avons vu pour le produit n°23. Ici, la production locale est quasi-inexistante; et donc la grosse incertitude, du côté des Ressources, sera la qualité des statistiques douanières et l'adéquation des taxes et marges commerciales calculées. Du côté des Emplois, il faudra savoir faire la part des consommations intermédiaires, consommation finale, et formation brute de Capital Fixe, à l'aide soit de la nature de chaque produit qui le fera ranger dans tel ou tel emploi, soit de données sur la consommation des Agents (par ex. Parc Autos).

o
 o o

Remarques liminaires:

- 1) Nos évaluations seront à prendre sous toutes réserves. En effet: nous avons utilisé des taux de taxe et marges moyens, un calcul plus détaillé n'étant pas disponible pour ces dernières années.
 - les postes "Divers", "Autres" sont largement garnis dans les statistiques du commerce extérieur; et il en résulte une indétermination, s'il s'agit de faire une ventilation par type d'emploi selon le numéro douanier du produit.
 - les correctifs apportés aux investissements des entreprises prioritaires sont une estimation personnelle. Nous n'avons pu trouver une information précise auprès des services officiellement compétents,
 - de même, l'évaluation faite du transport routier part de considérations un peu trop simples, fondées sur une sorte de coefficient de capital moyen - estimé -, et du taux de renouvellement du matériel.

- 2) Les faiblesses de ce sous-chapitre ne nous échappent donc pas. Cependant une estimation, même de qualité incertaine, était nécessaire à la suite de l'exposé. Au reste, si un raisonnement rigoureux ne peut toujours étayer les estimations faites, nous avons tâché de donner quelque chose de vraisemblable, s'appuyant sur une approche qualitative, et des bribes d'information éparses qu'il a paru impossible d'articuler en toute rigueur.

Il y a là en quelque sorte une invite à approfondir l'analyse, tandis que cette étude voudrait montrer l'intérêt d'un tel effort.

Equilibre E.R. des produits 16 - 17

Données de la Comptabilité Nationale

Produit n°16

| | | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 |
|------------|---------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| RESSOURCES | Import | 5.091 | 5.220 | 6.851(*) | 7.341 |
| | Production Intérieure | 3.581 | 4.484 | 5.465 | 6.267 |
| | Marges sur Import (dont fiscalité) | 3.679 (1.689) | 3.948 (1.835) | 4.500 (2.200) | 4.800 (2.350) |
| | Prise sur stock | - | 183 | - | - |
| | TOTAL | 12.351 | 13.835 | 16.816 | 18.408 |
| EMPLOIS | Export | 365 | 291 | 216 | 373 |
| | Mise en stock | 96 | - | 400 | - |
| | Const. Interm. | 4.071 | 4.921 | 6.106 | 6.561 |
| | Cons. fiscale + F B C F | 7.819 | 8.623 | 10.094 | 11.474 |

(*) non compris 1400, correspondant à la partie de DC8 considérée comme "en transit".

- Dans la production intérieure, la part des Garages est de =

| | | | |
|-------|-------|-------|-------|
| 3.058 | 3.468 | 4.010 | 4.543 |
|-------|-------|-------|-------|

- Les Importations (CAF)
de V.L. (véhicules légers)

| | | |
|---------|---------|---------|
| 1.152,7 | 1.394,5 | 1.860,5 |
|---------|---------|---------|

- La prod. intér. de V.L.

| | | |
|-------|---------|---------|
| 600,- | 1.000,- | 1.150,- |
|-------|---------|---------|

Produit n° 17 (Comptabilité Nationale)

| | | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 |
|------------|-----------------------------------|------------------|------------------|-------------------|-----------------|
| RESSOURCES | Import | 8.366 | 10.449 | 14.309 | 13.901 |
| | Production Intérieure | 1.448 | 1.670 | 1.790 | 1.950 |
| | Marges Import (dont fiscalité) | 6.025 (2.076) | 7.685 (2.519) | 10.455 (3.390) | 10.178 3.290 |
| | Prise sur stocks | - | - | 20 | - |
| | TOTAL | 15.839 | 19.804 | 26.574 | 26.029 |
| EMPLOIS | Export | 388 | 420 | 558 | 1.101 |
| | Mise en stocks | 6 | 51 | - | - |
| | Constru. Inter. | 4.756 | 5.683 | 7.017 | 7.463 |
| | Const. fiscale + F B C F | 10.689 | 13.650 | 18.999 | 17.465 |

- Production locale affectée aux Investissements =

Données D.E.D.

| 1962 | 1963 | 1964 | 1965 |
|------|------|------|------|
| 154 | 519 | 578 | ? |

Remarque

Nous avons regroupé les Emplois en (Consommation finale
(F B C F

En effet, la rapide ventilation effectuée par les Comptables Nationaux ne nous paraît pas acceptable = elasticite de consommation aberrantes... etc... :

Données de la Comptabilité Nationale

| | | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 |
|-------|----------|------|------|------|------|
| 16 | C.F. | 4,3 | 5,1 | 5,5 | 5,2 |
| | F.B.C.F. | 3,5 | 3,5 | 4,6 | 6,2 |
| | TOTAL | 7,8 | 8,6 | 10,1 | 11,4 |
| ===== | | | | | |
| 17 | C.F. | 4,5 | 4,6 | 4,3 | 4,5 |
| | F.B.C.F. | 6,2 | 9,- | 14,7 | 12,9 |
| | TOTAL | 10,7 | 13,6 | 19,- | 17,4 |

Données sur le Parc Autos et le Transport Routier

Sources : - Direction de la Statistique
- Estimation de Mr Leblan

Le Parc Autos

Remarque : L'unité d'information étant la carte grise, il est à redouter principalement deux erreurs systématiques :

- véhicules au rebut dont la carte grise n'a pas été supprimée, sans que cet oubli soit, lui, systématique (ce qui est plus grave).

- véhicules comptés au moins deux fois, résultant d'un simple changement de propriétaire.

| | 1962 | 1963 | 1964 | 1965* |
|-------------------------|--------|--------|--------|--------|
| Motos | 1.060 | 1.285 | 1.591 | 1.859 |
| Véhicules légers V.L. | 18.953 | 23.771 | 28.074 | 33.287 |
| Autocars | 308 | 357 | 414 | 543 |
| Camions, camionnettes | 14.014 | 15.879 | 18.675 | 21.156 |
| Véhic. sp. de transport | 142 | 174 | 188 | 226 |
| Véhicules très spéciaux | 172 | 190 | 255 | 262 |
| Tracteurs | 1.280 | 1.598 | 1.973 | 2.409 |
| Remorques | 126 | 125 | 139 | 314 |
| Semi-remorques | 851 | 1.166 | 1.509 | 1.832 |
| TOTAL | 36.906 | 44.545 | 52.788 | 61.888 |

(*) chiffres officiels pour 1965.

Répartition des véhicules suivant la profession du propriétaire
(au 31/12/1964.)

| | Motos | V.L | Auto-cars | Ca-mions | Véhi. spc. | Véhi. très spci. | Trac-teurs | Remor-ques | Semi-Remor. | TOTAL |
|--------------|--------------|---------------|------------|---------------|------------|------------------|--------------|------------|--------------|---------------|
| Administrat. | 247 | 3.957 | 92 | 2.921 | 33 | 31 | 135 | 9 | 17 | 7.442 |
| Industrie | 130 | 2.356 | 38 | 2.619 | 57 | 39 | 834 | 40 | 649 | 6.769 |
| Transport | 98 | 6.987 | 191 | 5.651 | 53 | 119 | 757 | 61 | 686 | 14.603 |
| Commerce | 197 | 3.481 | 40 | 3.977 | 37 | 26 | 117 | 26 | 111 | 8.012 |
| Agriculture | 47 | 1.170 | 26 | 1.920 | 4 | 2 | 101 | 3 | 33 | 3.306 |
| Particuliers | 872 | 10.123 | 27 | 1.587 | 4 | 8 | 29 | - | 13 | (12.663) |
| TOTAL | 1.591 | 28.078 | 414 | 18.675 | 188 | 225 | 1.973 | 139 | 1.509 | 52.788 |

Contenu des agents =
(regroupés à partir de la ventilation "Direction de la Statistique")

| Administrations | Industrie | Transport | Commerce |
|-------------------|------------------|--------------|----------------|
| Domaine | Forestiers | Tr. Routier | Import-Export |
| Adm. d'Etat | Pêche | Autres | Pétrole |
| Adm. Municipale | Mines | Transitaires | Commerce |
| Services Publics | Bat. T.P. | | Autres Commer. |
| Autres Off.Publi. | Industrie mecan. | | |
| Syndicats | " chimie | | |
| Cultes | " du Bois | | |
| Ambassades | " Textiles | | |
| | " Aliment. | | |
| | Autres Industrie | | |

Le Transport de personnes, à partir des "patentes" de taxis

Enregistré au

| | 31-12-62 | 31-12-64 |
|------------------------|----------|----------|
| <u>Ville d'Abidjan</u> | | |
| compteurs | 9111 | 1.238 |
| autobus | 49 | |
| <u>Intérieur</u> | | |
| moins de 9 pl. | 2.265 | 2.838 |
| plus de 9 pl. | 2.028 | 1.905 |

Estimation DED

| | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 |
|---------------|-------|-------|-------|-------|
| Taxis Abidjan | 911 | 1.150 | 1.238 | 1.250 |
| Taxis Brousse | 4.293 | 4.500 | 4.743 | 4.743 |

L'Activité du Transport Routier

Transport de personnes = Sur la Base d'un chiffre d'affaire de 1.300 Millions pour un taxi Abidjan, et de 1.400 Millions pour un taxi brousse. Il s'agit d'une évaluation minimale.

Transport Marchandise = estimation selon un coût unité-km par produit. On estime au mieux un volume des échanges et une distance moyenne annuelle par produit.

Chiffre d'affaire du transport routier

| | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 |
|-----------------|--------|--------|--------|---------|
| Taxis brousse | 6.010 | 6.300 | 6.640 | (6.640) |
| Taxis Abidjan | 1.185 | 1.500 | 1.610 | (1.625) |
| SOTRA | 196 | 278 | 482 | (606) |
| Total Personnes | 7.391 | 8.078 | 8.732 | 8.871 |
| Marchandises | 4.897 | 6.247 | 8.223 | 8.352 |
| TOTAL | 12.288 | 14.325 | 16.955 | 17.223 |

La part des voitures particulières dans les Investissements

| | | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 |
|------------------------------|---------|-------|-------|-------|-------|
| Nombre de taxis V.L. minimal | Abidjan | 911 | 1.150 | 1.238 | 1.250 |
| | Brousse | 2.265 | 2.600 | 2.838 | 3.038 |
| | TOTAL | 3.176 | 3.750 | 4.076 | 4.288 |

Sur la base d'un renouvellement biennal =

| | | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 |
|---------|--|-------|-------|-------|-------|
| Age T-1 | | 1.400 | 1.776 | 1.974 | 2.102 |
| Age T-2 | | 1.776 | 1.974 | 2.102 | 2.186 |
| Age T | | | | | |
| TOTAL | | 3.176 | 3.750 | 4.076 | 4.288 |

L'achat de Taxis V.L. neufs est donc

| | | 1963 | 1964 | 1965 |
|-------------|--|-------|-------|-------|
| En nombre = | | 1.974 | 2.102 | 2.186 |

Il faut adjoindre à ce chiffre l'achat de V.L. par les entreprises industrielles et commerciales.

Nous admettons au total la valeur suivante des Investissements en V.L.(1);

| | | 1963 | 1964 | 1965 |
|--|--|------|------|------|
| | | 1,8 | 2,- | 2,2 |

Gros entretien non compris, que l'on assimile à une consommation intermédiaire.

(1) Il reste pour la C.F. en V.L.

| | | 1963 | 1964 | 1965 |
|--|--|------|------|------|
| | | 0,8 | 1,3 | 2,- |

Investissement total du sous-secteur "Transport Routier"

- L'évolution du Parc Autos, la ventilation par propriétaires, la part estimée - par produit - du transport Marchandises réservée aux transporteurs, nous conduit à l'estimation suivante de l'achat de P.L, tracteurs et véhicules spéciaux pour ce sous-secteur :

| | | | | |
|--|-----|-----|-----|-----|
| | 2,7 | 3,4 | 4,- | (1) |
|--|-----|-----|-----|-----|

- Au total, l'investissement en véhicules du Transport Routier est de :

| | | | | |
|--|-----|-----|-----|-----|
| | 4,2 | 5,1 | 5,9 | (2) |
|--|-----|-----|-----|-----|

o

o o

(1) dont:

| | | | |
|------------------|-----|-----|-----|
| 1000 Kg | 1,1 | 1,3 | 1,3 |
| Transport March. | 1,6 | 2,1 | 2,7 |

(2) dont:

| | | | |
|------|-----|-----|-----|
| V.L. | 1,5 | 1,7 | 1,9 |
|------|-----|-----|-----|

L'échantillon du "Sondage BIC" couvre l'ensemble des sociétés industrielles ayant reçu l'agrément, sur la période, comme entreprise prioritaire; (1)

Les bilans cumulés de ces entreprises prioritaires révèlent l'évolution suivante, pour le Poste "Immobilisations": et corrélativement, pour les investissements =

| | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 |
|-----------------|---------|---------|---------|----------|
| Immobil. | 3.306,1 | 6.273,1 | 9.978,7 | 12.975,4 |
| Investissements | | 2.967,- | 3.705,6 | 2.996,7 |

Ce qui donne, en faisant subir à ces chiffres, les corrections faites supra pour l'ensemble du "Sondage BIC"

| | TOTAL | 2,9 | 3,7 | 3,- |
|--------------------------|-----------------|-----|-----|-----|
| Inscrit au Bilan | Bat. T.P. (1/3) | 1,- | 1,2 | 1,- |
| | Matériel (2/3) | 1,9 | 2,5 | 2,- |
| Correctif TVA | Bat. T.P. (1,1) | 1,1 | 1,3 | 1,1 |
| | Matériel (1,13) | 2,1 | 2,8 | 2,3 |
| Correctif Autoéquipement | Bat. T.P. (1,6) | 1,8 | 2,1 | 1,8 |
| | Matériel (1,1) | 2,3 | 3,1 | 2,5 |
| TOTAL RECTIFIE | | 4,1 | 5,2 | 4,3 |

Pour l'année 1965, les encours ne sont évidemment pas inclus. D'ailleurs, dans une optique secteur, ils sont comptabilisés en stocks du secteur n°23. Au reste, ce qui nous intéresse ici, c'est la part d'investissement en matériel, qui est l'objet d'une détaxation. Les entreprises comptabilisant les Immobilisations hors taxes, au prix coûtant, il faut évaluer le montant de cette détaxation, et l'ajouter à la masse des investissements "Sondage BIC" de sorte que la structure des prix soit (un peu plus) homogène.

(1) excepté quelques sociétés de la branche 2. On rappelle que la branche n°2 est le point faible de notre échantillon comme d'ailleurs de l'information statistique en général. Cette remarque n'est pas sans étonner lorsqu'on pense que le développement de cette branche est une des meilleures chances de la Côte d'Ivoire.

Nous admettons que la détaxation sur Matériel (importé) est en moyenne de 30% (estimation minimale) (1).

Soit : Correction de

| | | | |
|--------------------------|-----|-----|-----|
| "Subvention d'équipement | 0,7 | 1,1 | 0,8 |
|--------------------------|-----|-----|-----|

(1) D'où le chiffre finalement retenu pour les investissements des entreprises prioritaires :

| | | | |
|--|-----|-----|-----|
| | 4,8 | 6,3 | 5,1 |
|--|-----|-----|-----|

(non compris les secteurs hors "Sondage BIC"
à savoir Immobilier, Hôtels.. etc....)

Importation de biens d'équipement (1) (Statistiques douanières)

| | 1963 | 1964 | 1965 |
|---------------|------|------|------|
| Produits n°16 | 1,80 | 2,73 | 2,85 |
| Produits n°17 | 5,41 | 8,02 | 7,06 |

Les taux moyens de marges + taxes sur produits importés sont =

| | 1963 | 1964 | 1965 |
|---------------|------|------|------|
| Produits n°16 | 75% | 65% | 65% |
| Produits n°17 | 73% | 73% | 73% |

(1) Pour le détail des numéros douaniers qui sont censés représenter les importations de biens d'équipements, se reporter aux notes méthodologiques de la Comptabilité Nationale.

| | 1963 | 1964 | 1965 |
|---|--------|--------|--------|
| Import (CAF) de 16 Equipement | 1,8 | 2,7 | 2,8 |
| Taux de marge + taxe | (0,75) | (0,65) | (0,65) |
| Import Equipement de n°16 au prix du marché | 3,1 | 4,5 | 4,7 |
| Part des V.L. allant à l'équipement | 1,8 | 2,- | 2,2 |
| A déduire Camions allant en Consommation finale (1/6 des Imports) | -0,2 | -0,4 | -0,5 |
| Equipement en n° 16 | 4,7 | 6,1 | 6,4 |
| Import (CAF) de 17 Equipement | 5,4 | 8,- | 7,1 |
| Taux de marge et taxe | (0,73) | 0,73 | (0,73) |
| Import de n°17 Equipt.au prix marché | 9,3 | 13,8 | 12,3 |
| Equipement sur Produit Locale | 0,5 | 0,5 | 0,6 |
| Total Equipement en n°17 | 9,8 | 14,3 | 12,9 |
| dont "Tracteurs" | 2,6 | 4,- | 2,9 |
| TOTAL n°16 et n°17 | 14,5 | 20,4 | 19,3 |

Côté Emploi : Equipement en n°16 et n°17

| | 1963 | 1964 | 1965 |
|--|------|------|------|
| "Sondage BIC" | 8,8 | 9,5 | 8,8 |
| Subvention-Detaxe aux entreprises prioritaires | 0,7 | 1,1 | 0,8 |
| Transport Routier | 4,2 | 5,1 | 5,9 |
| "Publics" (B.G; BSIE; FAC - FED) | 1,2 | 1,5 | 1,5 |
| Transports Aériens | 0,1 | 0,5 | 0,2 |
| E.E.C.I. en n°17 | 0,8 | 1,5 | 0,9 |
| Br. 10 et br. 26 | 0,3 | 0,4 | 0,5 |
| TOTAL | 16,1 | 19,6 | 18,6 |

On voit que les Emplois n'équilibrent pas les Ressources. Cependant, le Total des Emplois sur les trois années (= 54,3) se rapproche du total des Ressources (54,2).

- Faut-il donc imputer les différences constatées à des décalages de période ?

- Le bond, entre 1963 et 1964, des Imports en Equipement 17 traduit une tendance que l'on retrouve chez la plupart des indicateurs économiques. Il nous semble cependant excessif.

Tableau résumé des Investissements

| Batiment - T.P. ===== | 1963 | | | 1964 | | | 1965 | | |
|------------------------------|------|------|-------|------|------|-------|------|------|-------|
| | T.P | Bat. | Total | T.P | Bat. | Total | T.P | Bat. | Total |
| Sondage BIC sauf Ayamé II | 2,1 | 4,3 | 6,4 | 2,2 | 4,5 | 6,7 | 2,- | 4,2 | 6,2 |
| Public dont Ayamé II | 5,8 | 2,8 | 8,6 | 9,5 | 5,- | 14,5 | 9,5 | 5,- | 14,5 |
| Immobilier | - | 5,2 | 5,2 | - | 6,- | 6,- | - | 8,1 | 8,1 |
| TOTAL | 7,9 | 12,3 | 20,2 | 11,7 | 15,5 | 27,2 | 11,5 | 17,3 | 28,8 |

Véhicules et Matériel =====

| | | | |
|------------------------------------|------|------|------|
| Sondage BIC sauf E.E.C.I | 8,8 | 9,5 | 8,8 |
| Detaxe Entreprises Prioritaires | 0,7 | 1,1 | 0,8 |
| E.E.C.I. | 0,8 | 1,5 | 0,9 |
| (26, 10) | 0,3 | 0,4 | 0,5 |
| Transport aérien | 0,1 | 0,5 | 0,2 |
| Transport routier | 4,2 | 5,1 | 5,9 |
| Public | 1,2 | 1,5 | 1,5 |
| TOTAL | 16,1 | 19,6 | 18,6 |

On rappelle = - Estimation pour "Immobilier" minimale

- Estimation probablement sous évaluée pour (26, 10, Aérien)
car nous n'avons pas voulu trop creuser l'écart entre
les Emplois et les Ressources en (16, 17).

Investissement Total =====

| | 1963 | 1964 | 1965 |
|--|------|------|------|
| Sondage BIC sauf Ayamé II y compris détaxe | 16,7 | 18,8 | 16,7 |
| (26, 10) et Transport Aérien | 0,4 | 0,9 | 0,7 |
| Transport Routier | 4,2 | 5,1 | 5,9 |
| Immobilier | 5,2 | 6,- | 8,1 |
| "Public" dont Ayamé II | 9,8 | 16,- | 16,- |
| TOTAL | 36,3 | 46,8 | 47,4 |

Troisième Partie
=====

Comptes de Capital et Comptes Financiers de l'Agent
"Entreprises" .

Compte de Capital du groupe "Sondage BIC" (1)

Les investissements de ce groupe, tels qu'ils ressortent de l'étude précédente sont les suivants:

| | | | |
|--|------|------|------|
| Inscrits au bilan : | 11,5 | 12,9 | 11,5 |
| Correctif (TVA, Autoéquipement) : | 4,5 | 4,8 | 4,4 |
| Correctif de détaxation des entreprises prioritaires : | 0,7 | 1,1 | 0,8 |
| Investissements bruts au prix du marché : | 16,7 | 18,8 | 16,7 |
| dont | | | |
| T.P. | 2,1 | 2,2 | 2,- |
| Batiment | 4,3 | 4,5 | 4,2 |
| Matériel | 10,3 | 12,1 | 10,5 |

Les stocks: La seule correction sur stocks a été d'expliquer l'écart entre les estimations "Sondage BIC" et "BCEAO" du "CTB Passif" des entreprises, pour l'année 65, par une évaluation erronée des stocks aux bilans, due aux décalages de période.

Toute autre correction a paru illusoire, du fait de la pauvreté de l'information.

Nous retiendrons donc, comme variation des stocks, les chiffres suivants:

| | | | |
|--|-----|------|------|
| | 3,1 | 10,3 | -2,3 |
|--|-----|------|------|

Epargne:

| | | | |
|--|-----|------|------|
| Inscrite aux bilans | 4,2 | 9,1 | 8,6 |
| Correction de TVA + Autoéq. | 4,5 | 4,8 | 4,4 |
| Subvention d'équipt. aux Entrp. Priorit. | 0,7 | 1,1 | 0,8 |
| TOTAL | 9,4 | 15,- | 13,8 |

Taux d'autofinancement = $\frac{\text{Epargne brute}}{\text{Investissement brut}}$

| | | | |
|--|-----|-----|-----|
| | 56% | 80% | 83% |
|--|-----|-----|-----|

Besoin de financement =

| | | | |
|--|------|------|-----|
| | 10,4 | 14,1 | 0,6 |
|--|------|------|-----|

(1) - Sociétés des br. 2 à 23; 27 et une partie du 24
- y compris EECI, mais non compris Ayamé II

Examen des investissements "hors Sondage BIC"

Et hypothèses quant à leur financement

| | | | | | | | |
|--------------------------------|---|-----|---|-----|---|-----|---|
| - (26, 10 et Transport Aérien) | ! | 0,4 | ! | 0,9 | ! | 0,7 | ! |
|--------------------------------|---|-----|---|-----|---|-----|---|

Ces investissements seront considérés comme financés par des prêts ou participations extérieures.

| | | | | | | | |
|---------------------|---|-----|---|-----|---|-----|---|
| - Transport Routier | ! | 4,2 | ! | 5,1 | ! | 5,9 | ! |
|---------------------|---|-----|---|-----|---|-----|---|

Financement par les Entrepreneurs Individuels.

Il faudrait faire la part des entrepreneurs africains et des entrepreneurs "expatriés". Cette question nous semble plutôt relever de l'étude du compte financier des Ménages.

- Immobilier : Pour l'étude du mode de financement, nous retiendrons trois sous-groupes =

| | | | | | | | | | |
|-----|---|---|---|-----|---|-----|---|-----|---|
| I | ! | CI.CO.GI... etc.. Stés Immobilières | ! | 1,8 | ! | 1,8 | ! | 2,1 | ! |
| II | ! | Constructions urbaines et rurales africaines | ! | 2,6 | ! | 3,3 | ! | 4,8 | ! |
| III | ! | Villas - Entrepreneurs Individuels | ! | 0,8 | ! | 0,9 | ! | 1,2 | ! |

Le sous-groupe III sera financé par les Entrepreneurs Individuels (Part des africains et des "expatrié" ?)

. Le sous-groupe II formera la FBCF des Ménages

. Le sous-groupe I sera intégré aux investissements de l'"Agent Entreprises". Les modalités de son financement resteront en Ajustement du compte financier.

- Investissements "Publics"

Ils comprennent des investissements dans des sociétés publiques et semi-publiques qui peuvent justement être rangées parmi les Entreprises = RAN; Port d'Abidjan; R.T.I.; ASECNA; Air Ivoire; P et T; Ayamé II.

Il serait logique de considérer ces investissements comme relevant du compte des Entreprises, assurés par un prêt (ou une subvention) de l'Etat apparaissant au Passif du Bilan (ou en Ressource du Compte de Capital):

Il y a des difficultés à cette méthode =

- tous ces organismes ne tiennent pas de comptabilité de type privée, et isolant clairement les relations financières avec l'Etat.

- Certains Travaux commencent par être pris en charge par l'Etat et n'apparaissent aux comptes de l'organisme bénéficiaire qu'à la date d'entrée en service: Exemple = Ayamé II a été comptabilisé au BSIE : l'Etat achetait donc, de 1963 à 1965, une moyenne de 1,3 Milliard par an de produit à la branche 23. Le barrage terminé, l'EECI le prend en compte dans ses Immobilisations, se reconnaissant débitrice à l'égard de l'Etat pour une somme équivalente au coût des Travaux. Cette cession du barrage par l'Etat à l'EECI, relève alors stricto sensu, du "marché d'occasion" et ne trouve pas place en Comptabilité Nationale (absence de compte de patrimoine).

Il y aurait donc grand intérêt à approfondir l'étude des relations entre l'Etat et ces organismes para-publics. Il s'agit en effet d'une forme spécifique de l'action publique sur les secteurs productifs. La connaître mieux permettrait d'évaluer ses caractéristiques particulières et de la comparer à d'autres formes = aides diverses aux entreprises privées... etc..

Les investissements publics qui peuvent être considérés comme des Investissements de l'Agent Entreprises ont été évalués, pour 63, 64, 65, à =

| | | |
|-----|-----|-----|
| 2,4 | 2,9 | 3,- |
|-----|-----|-----|

(1)

| | | | | | | | |
|-----|--|---|-----|---|-----|---|-----|
| (1) | EECI | : | 1,3 | ; | 1,3 | ; | 1,3 |
| | OPT | : | 0,1 | ; | 0,1 | ; | 0,1 |
| | RTI | : | 0,1 | ; | 0,2 | ; | 0,2 |
| | Port | : | 0,6 | ; | 0,8 | ; | 0,9 |
| | Autofinancement de divers orga- nismes | : | 0,3 | ; | 0,5 | ; | 0,5 |

Ils sont probablement sous estimés.

Sur le plan financier, nous les traiterons comme sont considérés les Investissements des Entrepreneurs Individuels: Placés en Ressources et en Emplois du Compte de Capital des Entreprises. La connaissance des modalités complexes de leur financement relèvera de l'étude de compte financier de l'Agent Originnaire (Ménages pour les E.I.; Administration pour les Investissements Publics).

Sur la base des informations et des hypothèses précédentes, il est possible d'évaluer le compte de capital de l'ensemble des secteurs productifs (1).

| | 63 | 64 | 65 | " | 63 | 64 | 65 | |
|---|------|------|------|---|------|------|------|----------------------------------|
| Variation des stocks | 3,1 | 10,3 | -2,3 | " | 8,7 | 13,9 | 13,- | Epargne Sondage BIC |
| Investissement brut | 26,3 | 30,4 | 29,6 | " | 0,7 | 1,1 | 0,8 | Subvention aux Entr. Priorit. |
| " Sondage BIC | 16,7 | 18,8 | 16,7 | " | 5,- | 6,- | 7,1 | Financement par les E.I |
| " Autres Sociét.(2) | 2,2 | 2,7 | 2,8 | " | 2,4 | 2,9 | 3,- | Financement par l'Etat |
| " Entrep. Individ. | 5,- | 6,- | 7,1 | " | | | | |
| dont " Sociétés parapubliques sur res- sources publiques | 2,4 | 2,9 | 3,- | " | | | | |
| | | | | " | | | | |
| | | | | " | | | | |
| | | | | " | | | | |
| | | | | " | | | | |
| | | | | " | | | | |
| | | | | " | 12,6 | 16,8 | 3,4 | Besoin de Financement |

Remarque = La ventilation des Investissements par Agents "utilisateur" est alors la suivante =

| | 63c | 64 | 65 |
|------------------|------|------|------|
| Agent Entreprise | 26,3 | 30,4 | 29,6 |
| Administration | 7,4 | 13,1 | 13,- |
| Ménages | 2,6 | 3,3 | 4,8 |
| TOTAL | 36,3 | 46,8 | 47,4 |

(1) Compte tenu de la définition restrictive adoptée pour les investissements de diverses sous estimations possibles pour quelques secteurs.

(2) 26, 10, Transport Aérien; Immobilier type CICOGI.... et Sociétés Immobilières et Hôtels

Compte financier de l'Agent Entreprises

. L'essentiel de ce compte a été présenté à la fin d'un chapitre précédent. Les adjonctions apportées aux Investissements du "Sondage BIC" modifieront peu ce compte car pour ce qui concerne les Investissements des Entrepreneurs Individuels et sur Fonds Publics, nous avons placé leur contrepartie au compte de Capital de l'Agent Entreprises; valeurs que l'on pourra retrouver au compte financier des Ménages et de l'Etat, à l'Actif, au Poste: "Autres valeurs Immobilisés", et qui s'intègrent alors dans la structure complexe des Avoirs et Engagements financiers de ces Agents.

. Les seules modifications à apporter au TOFi des Entreprises sont les suivantes:

- sortir du Passif (MT - LT) les 4,8 Milliards d'Ayamé II, placés à ce poste à titre provisoire;

- placer en MT - LT et CT, bancaires, la différence entre l'estimation "BCEAD" et l'estimation "Sondage BIC". Cette différence sera imputée aux secteurs nommés précédemment "Autres sociétés".

. La comparaison du solde du compte de capital (besoin de financement) et du solde de financier laissera apparaître un ajustement nécessaire. Il faudra, dans cet ajustement, faire la part des erreurs de mesure, et des éléments financiers relatifs aux "Autres Sociétés" qui n'ont pas encore été pris en compte.

- Estimation de cet ajustement

| | | | | |
|--|------|------|------|-----|
| . Solde financier du TOFi "Sondage BIC" | 9,6 | 12,5 | -1,2 | (1) |
| . Eléments financiers à introduire: au Passif : MTLT bancaire | | | | |
| CTB. | 0,6 | 0,3 | 0,9 | |
| | 1,8 | 1,1 | -1,5 | |
| . Nouveau solde financier | 12,- | 13,9 | -1,8 | |
| . Ajustement (Besoin de financement moins Solde financier) | 0,6 | 2,9 | 5,2 | |

- Contenu de cet ajustement

| | | | |
|---|-----|-----|-----|
| . Secteurs (10, 26, Transports aériens) = participations et prêts extérieurs | 0,4 | 0,9 | 0,7 |
| . Sociétés Immobilières = Restent à prendre en compte les engagements nets hors système bancaire : Nous retiendrons la ventilation suivante = | | | |

| | | | |
|-------------|-----|-----|-----|
| Public | 0,5 | 0,6 | 0,7 |
| Entreprises | 0,4 | 0,8 | 0,6 |
| Extérieur | 0,8 | 0,9 | 1,3 |
| TOTAL | 1,7 | 2,3 | 2,6 |

Nous avons placé, en crédit des entreprises, le correspondant du post à l'Actif "Immobilier".

. Le Résidu inexpliqué est alors:

| | | |
|------|------|-----|
| -1,5 | -0,3 | 1,9 |
|------|------|-----|

Il contient = . le solde des avoirs et engagements que nous n'avons pu saisir d'aucune manière ,

(1) pour 1965, nous avons mis (-1,2) et non (+3,6) car la crédit MTLT Extérieur a été diminué des 4,8 d'Ayamé II placés maintenant en ressources du Compte de Capital (Financement Public).

. les différences de mesure entre les diverses sources statistiques (1).

. Le résultat d'une liaison insuffisante entre Stocks et CTB Passif. On rappelle qu'à l'année 65 près, a été gardée pour les stocks l'estimation du Sondage, et pour le CTB, l'estimation BCEAO.

(1) Si l'écart entre le CTB "BCEAO" et le CTB "Sondage" s'expliquait uniquement par de telles erreurs (en fait nous pensons récupérer une part de cet écart dans le CTB des Entreprises hors "Sondage BIC"), il y aurait, là déjà, un résidu de

| | | | | | | |
|---|------|---|-----|---|-----|---|
| ! | -1,- | ! | 0,4 | ! | 3,3 | ! |
|---|------|---|-----|---|-----|---|

T.O.Fi de l'Agent Entreprises

| | | 1963 | 1964 | 1965 | " | 1963 | 1964 | 1965 | | |
|------------------|--------------|------|------|------|---|------|------|------|-----------------------|--------------|
| Autres Immob. | Etat | 1,3 | 1,- | 0,8 | " | 0,5 | 0,4 | 0,4 | Etat | C.S |
| | Autres | 0,2 | 0,1 | 1,- | " | 6,2 | 5,- | 4,- | Extérieur | C.L |
| CThB | Crédit E.I. | 1,4 | 1,5 | 2,2 | " | 1,4 | 1,5 | 2,2 | Crédit E.I. | |
| | Immobilier | 0,4 | 0,8 | 0,6 | " | 0,4 | 0,8 | 0,6 | Immobilier | |
| | Adm. Ménages | 1,4 | 2,4 | 1,8 | " | 0,2 | 0,1 | 0,4 | Adm. Ménages | CThB |
| | Extérieur | 0,2 | 1,4 | 1,3 | " | 1,7 | 4,8 | 0,9 | Extérieur | |
| C.T.B. | | 0,6 | 3,6 | 0,4 | " | 5,2 | 10,1 | -5,6 | C.T.B. | |
| | | | | | " | 1,6 | 0,8 | 2,7 | Bancaire | M.T |
| | | | | | " | 0,7 | 2,- | 1,3 | Extérieur | L.T |
| | | | | | " | 0,5 | 0,6 | 0,7 | Etat | Autres En- |
| | | | | | " | 1,2 | 1,8 | 2,- | Extérieur | gagements |
| | | | | | " | | | | | Autres Soc." |
| TOTAL | | 5,5 | 10,8 | 8,1 | " | 19,6 | 27,9 | 9,6 | TOTAL | |
| Solde Financier | | 14,1 | 17,1 | 1,5 | " | | | | | |
| Ajustement | | -1,5 | -0,3 | 1,9 | " | 12,6 | 16,8 | 3,4 | Besoin de Financement | |

CONCLUSION

CONCLUSION

Recherche méthodologique et tentative d'améliorer l'information concernant les comptes de capital et financiers, cette étude invite, par delà les tableaux et résultats quantitatifs élaborés pour la période 1963 - 1965, à interpréter l'évolution décelée, et, reprenant l'information recueillie, à la centrer sur des problèmes particuliers pour lesquels elle pourrait être d'un certain concours.

Les questions sont nombreuses, que risque d'éclairer une connaissance plus précise des investissements et des modalités de financement. Certains surgissent logiquement de cette étude-même.

Les T.O.Fi permettent de mieux cerner les flux financiers entre les secteurs productifs et l'Extérieur: d'un point de vue global comme il fut fait ici, mais aussi en une analyse comparative de divers sous-groupes (1) (2).

De même, on l'a vu, l'évaluation du Stocks des Créances et Dettes des entreprises (esquissée ici pour ce qui concerne les Sociétés) permet d'estimer le montant annuel du service du Capital (Participations et Prêts) (3). Du point de vue des échanges avec l'Extérieur, de telles évaluations peuvent éclairer le contenu de certains postes de la Balance des Paiements pour qui l'information fait généralement défaut. En outre les balances, prises en tenaille entre les statistiques d'Import-Export sur biens et services et les éléments financiers résultant du TOFi, donneraient un contenu plus précis au solde intermédiaire qui ferait alors leur part aux transferts des ménages, aux frais divers de gestion et sur Import-Export qui alourdisent les charges, au débit du compte d'exploitation des entreprises ... etc...

-
- (1) qui ne fut pas tentée ici, parce que non essentielle à l'exposé.
 - (2) aspect qu'éclairerait une étude, forcément qualitative, de l'intégration financière des divers secteurs d'activité, et un classement ordinal des entreprises selon le critère de domination.
 - (3) moyennant des hypothèses à faire sur les taux d'intérêt et taux de rentabilité.

Des jeux d'hypothèses variables, appliqués aux années proches, permettraient d'appréhender l'évolution à attendre (espérée ou non) des hypothèses retenues et des choix ratifiés quant au développement.

Une analyse portant sur divers sous-groupes (4) laisserait voir la contribution de chacun à l'équilibre de la balance des paiements. Dans la mesure où une certaine structure de cette balance serait considérée comme une contrainte de développement, la contribution de chaque sous-groupe pourrait être examinée dans cette optique, concurremment avec les autres variables de choix que sont : production, salaires versés, etc... Ainsi pourrait être améliorés les critères qui visent à optimiser l'intervention de l'Etat sur les secteurs productifs (5).

Devrait évidemment être mieux saisie que pour le présent l'action de l'Etat sur les activités de production. Une connaissance précise des interventions et des résultats sur les années passées serait d'un utile concours :

- aide indirecte par les travaux d'infrastructure

par les aménagements et décisions diverses en vue de "fluidiser" les échanges : organisation des transports, alargissement des marchés, ouverture de zones à certaines activités productrices, assainissement du marché des Imports-Export et des Prestations de services;

- aide indirecte par le soutien de certaines entreprises: détaxations diverses; cautions et avals de l'Etat pour les opérations de financement; prêts publics et facilités accordées à l'escompte ;

- aide directe par la substitution de l'Etat à l'initiative privée pour certaines opérations de production.

Dans la même optique, il serait intéressant de mieux ventiler les investissements publics et para-publics: ventilation fonctionnelle, et aussi selon la modalité, de financement.

(4) Groupes de secteurs (par exemple: Agriculture - Industrie - Tertiaire) ou typologie selon le degré d'intervention de la Puissance Publique (Privée stricto sensu, Entreprises prioritaires, para-publiques et publiques).

(5) Optimum du court et moyen terme. Les critères du développement (à long terme) prennent ces variables du C.T. M.T. comme contraintes et non comme objectifs, L'optimum, ici, c'est optimiser le cheminement du développement.

(6) L'Etat étant une mosaïque d'Institutions Publiques dont les actions et interactions sont assez malaisées à apprécier.

Sur un plan général, la question se pose de savoir ce qui dans cette étude couvrant les quatre dernières années peut être extrapolé sur le proche avenir. Il est bien certain qu'avant tout, les éléments d'informations fournis ici doivent être critiqués, et confrontés à d'autres éléments. C'est la raison qui nous poussa à présenter assez rapidement les résultats du présent travail, et c'est ce qui nous invite à attendre que soient confirmées ces premières données, avant d'envisager leur prolongement dans l'optique évoquée.

A N N E X E

Notes rapides et résultats globaux relatifs aux Sociétés
Commerciales, aux Transitaires et aux Sociétés Immobilières
à partir de l'étude de leurs dossiers fiscaux (non publiée).

Etude des dossiers fiscaux "BIC" relatifs aux sociétés
commerciales aux transitaires et aux sociétés immobilières

Note explicative rapide

- On trouvera ci-après, cumulés en six groupes (eux-mêmes issus de 16 sous-groupes non retenus ici) les bilans de 94 sociétés commerciales et ceux de 16 transitaires: bilans annuels sur la période 1962 - 1965 et bilans différentiels. Une analyse analogue à ce qui fut fait pour les sociétés industrielles reste à faire, quoique les éléments soient d'ores et déjà réunis: il a paru préférable que soit précédemment et suffisamment critiquée la démarche empruntée, avant d'en faire un modèle systématique d'analyse. Au reste, pour le commerce et le transport, certaines informations complémentaires, qui manquent encore en Côte d'Ivoire, seraient d'un utile concours: analyse critique de certains postes des comptes d'exploitation, étude assez fine des marges commerciales, par type de produit, et par type de commerce.

- La ventilation des sociétés commerciales en sous-groupes est malaisée, étant donné le degré d'intégration ou d'interdépendance (tant du point de vue financier que de la distribution proprement dite) des activités du gros commerce en Côte d'Ivoire. La ventilation retenue permet cependant de localiser certains flux financiers au sein d'activités commerciales spécialisées. Une analyse plus fine s'impose. Il ne sera pas fait état ici des motifs qui justifient la typologie retenue et le principe de ventilation des diverses sociétés commerciales entre les six groupes.

- Sociétés commerciales :

Le chiffre d'affaire global des sociétés retenues dans l'échantillon, comparé au volume global d'activité du secteur commercial "de type moderne" permet de penser que l'enquête réalisée couvre plus que les 4/5 du domaine d'étude (1), le résidu étant essentiellement le fait de petites sociétés et d'entrepreneurs individuels.

(1) Pour 1965, le C.A. obtenu pour le total de l'échantillon est de 133 Milliards , alors que le C.A. de l'ensemble du commerce de type moderne n'excède vraisemblablement pas les 150 milliards. L'estimation présente dépasse même largement nombre d'évaluations qui avaient cours jusqu'ici.

Précisons d'autre part que - grosso modo - nous saisissons, du commerce, le premier intermédiaire: Le "Gros", si la société en question laisse le stade du "Demi-Gros" et du "Détail" à d'autres commerçants. Le "Gros", "Semi-Gros", "Détail" si, telle la "SCOA-Chaîne Avion" il s'agit d'un réseau de distribution totalement intégré.

Le commerce de type "libanais" (hormis certaines grosses maisons de textile et d'import - export) et le petit commerce africain échappent à l'analyse car l'étude s'est limitée aux "sociétés".

Il en est de même du commerce de détail de type "européen" (bijouterie, librairie, photos...etc...) car n'ont été retenues que les maisons ayant réalisé un chiffre d'affaires "révélé" supérieur à 200 Millions. Cette limitation s'explique, du fait que notre intérêt était avant tout sollicité par les opérations financières : en deçà d'un certain volume des affaires, ces opérations financières sont très rudimentaires, et pour celles qui ne seraient point négligeables, le poids de tous ces petits commerces a été estimé faible sur le volume globale de ces opérations.

Il va sans dire qu'une étude spécifique de la distribution en Côte d'Ivoire aurait grand avantage à analyser sérieusement ces formes de commerce qui, si faible que soit leur poids sur le commerce total, si dépendantes soient-elles de grands réseaux de distribution, n'en conditionnent pas moins fortement les débits d'écoulement, la diffusion spatiale, la qualité et les prix des produits commercialisés. Cela est d'autant plus vrai des produits qui tendent à s'introduire sur le marché, sous la double pression d'une part de l'offre et de la séduction grandissante qu'exercent sur le consommateur les produits de type moderne, et d'autre part de la monétarisation, de l'intégration croissante (encore qu'il faille analyser très précisément le contenu de ce qualificatif, qui ressortit volontiers actuellement au dictionnaire des idées reçues) des économies dites traditionnelles.

Par ailleurs l'introduction souhaitable sur un marché qui soit non localisé, et de diffusion interrégionale, des productions traditionnelles en agriculture et artisanat, (qui permettrait une assise plus solide à la production vraiment locale, et le développement d'un "Tertiaire" plus spécifiquement africain), nécessite certainement des formes d'action qui sous entendent une bonne connaissance des types actuels de commercialisation en milieux rural et para-urbain, et des difficultés que pose présentement leur caractère fragmenté, multiforme et confus.

- Transitaires et sociétés immobilières :

En ce qui concerne le transport, les transitaires et les sociétés immobilières, notre investigation (par le biais des documents fiscaux) s'est révélée plutôt décevante. Le transport routier de marchandises est souvent intégré (et non isolable) à l'activité des entreprises productrices ou de commercialisation. Le transport de personnes est dû pour l'essentiel à l'initiative d'entrepreneurs individuels qui échappent à l'analyse chiffrée telle que nous l'avons entreprise. Les transitaires sont des émanations de sociétés à vocation internationale, et l'estimation de leur activité proprement ivoirienne se perd dans la complexité de leurs opérations, de leur Actif et Passif rendus difficilement localisables.

Les sociétés civiles immobilières, à la conjonction d'intérêts financiers divers, ont un statut juridique, une existence sociale, qui masque bien souvent et la personnalité réelle des promoteurs, et l'importance des réalisations et leur rentabilité. Ce phénomène n'est pas spécifique à la Côte d'Ivoire mais est l'épanage de la profession. Nous ne hasarderons donc aucun chiffre "ex ant" ; l'étude de synthèse (sur les investissements) nous permettant uniquement une estimation "ex post"; notre connaissance de ce secteur n'étant que qualitative, dont de formulation difficile, et d'ailleurs de qualité incertaine.

Commerce = Ventilation en VI groupes
 =====

- Echantillon -

| | | | | | |
|-----|---|----|--------------------------|----|----|
| I | " | 1 | Alimentation | 8 | |
| | " | 2 | Vins | 2 | 15 |
| | " | 3 | Libanais | 5 | |
| II | " | 4 | Import Export Généré | 7 | 7 |
| | " | 5 | Equipement | 16 | |
| | " | 6 | Electricité - Radio | 3 | |
| III | " | 7 | Cycles - Quincaillerie | 6 | 39 |
| | " | 8 | Accessoires de véhicules | 9 | |
| | " | 9 | Autos et accessoires | 5 | |
| IV | " | 10 | Pétrole | 6 | 6 |
| | " | 11 | Produits chimiques | 2 | |
| | " | 12 | Produits pharmaceutiques | 2 | |
| V | " | 13 | Textiles | 6 | 12 |
| | " | 14 | Librairie | 2 | |
| VI | " | 15 | Bois | 3 | 15 |
| | " | 16 | Café - Cacao | 12 | |
| | " | | | | |
| | | | Total | 94 | |

Transitaires = 15 sociétés dans l'échantillon
 + SOTRA

COMMERCE TOTAL (Groupes I à VI)

| CHIFFRE D'AFFAIRE | | | | " | CAPITAL SOCIAL | | | |
|-------------------|----------|-----------|-----------|---|----------------|---------|---------|---------|
| 85.962,3 | 94.651,1 | 121.500,9 | 133.286,5 | " | 7.481,6 | 7.279,- | 8.456,- | 8.923,6 |

| ACTIF | " | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | " | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | " | PASSIF |
|-----------|---|----------|----------|----------|----------|---|----------|----------|----------|----------|---|-----------|
| ETA. NET | " | 22,7 | 60,8 | 59,7 | 98,9 | " | 4.151,5 | 4.729,7 | 5.487,1 | 6.231,6 | " | AMORT. |
| IMM. BRUT | " | 10.227,4 | 11.345,5 | 12.723,1 | 14.257,9 | " | 13.003,6 | 12.259,- | 13.670,5 | 15.802,1 | " | K.RES.PRO |
| AUT.IMMO. | " | 206,4 | 259,1 | 330,4 | 387,8 | " | 765,- | 892,7 | 656,4 | 1.165,8 | " | M.T. L.T. |
| | " | 908,3 | 1.313,1 | 2.271,- | 2.704,5 | " | | | | | " | |
| VAL.EXPL. | " | 15.113,6 | 16.226,8 | 25.452,3 | 26.340,3 | " | 10.344,3 | 11.191,9 | 12.768,7 | 13.052,9 | " | C.T. H.B. |
| C.T. H.B. | " | 12.298,8 | 13.011,2 | 12.623,- | 14.016,7 | " | 12.794,8 | 14.020,4 | 21.390,3 | 21.073,9 | " | C.T.B. |
| C.T.B. | " | 3.083,7 | 2.418,9 | 2.802,5 | 1.961,5 | " | 793,3 | 1.540,8 | 2.292,2 | 2.445,5 | " | Résultat |
| TOTAL | " | 41.860,9 | 44.635,4 | 56.262,- | 59.767,6 | " | 41.852,5 | 44.634,5 | 56.265,2 | 59.771,8 | " | TOTAL |

Commerce - Groupe I

| CHIFFRE D'AFFAIRE | | | | " | CAPITAL SOCIAL | | | |
|-------------------|---------|---------|----------|---|----------------|-------|-------|-------|
| 4.693,9 | 7.141,5 | 8.806,5 | 10.182,8 | " | 208,4 | 221,5 | 281,2 | 389,3 |

| ACTIF | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | " | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | " | PASSIF |
|------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---|---------|---------|---------|---------|---|-----------|
| ETA. NET | - | 2,8 | 10,2 | 11,4 | " | 300,4 | 369,1 | 446,1 | 534,7 | " | AMORT. |
| IMM. BRUT | 604,3 | 756,9 | 833,5 | 906,1 | " | 516,3 | 628,4 | 780,4 | 917,2 | " | K.RES.PRO |
| AUT. IMM. | 14,5 90,1 | 29,8 95,4 | 73,3 123,1 | 77,7 165,2 | " | 16,6 | 32,4 | 38,8 | 76,6 | " | M.T. L.T. |
| VAL. EXPL. | 399,2 | 675,9 | 787,1 | 832,1 | " | 491,8 | 699,7 | 933,7 | 996,6 | " | C.T. H.B. |
| C.T. H.B. | 450,5 | 687,1 | 790,3 | 819,6 | " | 131,7 | 437,6 | 547,9 | 618,3 | " | C.T.B. |
| C.T.B | 113,2 | 144,4 | 384,8 | 500,7 | " | 214,9 | 225,4 | 254,1 | 248,7 | " | Résultat |
| TOTAL | 1.671,8 | 2.392,3 | 3.002,3 | 3.392,6 | " | 1.671,7 | 2.392,6 | 3.001,- | 3.392,1 | " | TOTAL |

Commerce - Groupe II

| CHIFFRE D'AFFAIR E | | | | " | CAPITAL SOCIAL | | | |
|--------------------|----------|----------|----------|---|----------------|---------|---------|---------|
| 29.480,8 | 28.671,7 | 35.873,7 | 36.413,7 | " | 2.133,5 | 1.570,8 | 2.301,5 | 2.571,9 |

| ACTIF | " | 1962 | ! | 1963 | ! | 1964 | ! | 1965 | " | 1962 | ! | 1963 | ! | 1964 | ! | 1965 | " | PASSIF |
|------------|---|----------|---|----------|---|----------|---|----------|---|----------|---|----------|---|----------|---|----------|---|-----------|
| ETA. NET | " | - | ! | - | ! | 7,1 | ! | 27,7 | " | 1.639,3 | ! | 1.747,5 | ! | 1.928,6 | ! | 2.085,8 | " | AMORT. |
| IMM. BRUT | " | 3.247,6 | ! | 3.323,5 | ! | 3.689,5 | ! | 3.946,5 | " | 4.739,4 | ! | 3.958,3 | ! | 4.330,- | ! | 4.965,3 | " | K.RES.PRO |
| AUT.IMM. | " | 378,4 | ! | 718,3 | ! | 1.230,2 | ! | 1.208,3 | " | 9,8 | ! | 8,- | ! | 6,1 | ! | 4,1 | " | M.T. L.T. |
| VAL. EXPL. | " | 5.297,6 | ! | 4.785,1 | ! | 7.662,- | ! | 7.117,4 | " | 3.504,6 | ! | 3.270,9 | ! | 3.713,5 | ! | 3.479,5 | " | C.T. H.B. |
| C.T. H.B. | " | 4.057,9 | ! | 4.499,5 | ! | 3.899,8 | ! | 3.789,- | " | 4.425,4 | ! | 5.101,4 | ! | 6.890,7 | ! | 5.102,9 | " | C.T.B. |
| C.T.B. | " | 1.770,2 | ! | 1.231,7 | ! | 1.274,9 | ! | 188,5 | " | 433,1 | ! | 470,6 | ! | 895,1 | ! | 638,4 | " | Résultat |
| TOTAL | " | 14.751,7 | ! | 14.558,1 | ! | 17.763,5 | ! | 16.277,4 | " | 14.751,6 | ! | 14.556,7 | ! | 17.764,- | ! | 12.276,- | " | TOTAL |

Commerce - Groupe III

| CHIFFRE D'AFFAIRE | | | | " | CAPITAL SOCIAL | | | |
|-------------------|----------|----------|----------|---|----------------|---------|---------|---------|
| 17.582,8 | 20.457,9 | 23.622,1 | 24.165,5 | " | 2.407,7 | 2.576,8 | 2.401,7 | 2.417,4 |

| ACTIF | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | " | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | PASSIF |
|------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---|----------|----------|----------|----------|-----------|
| ETA. NET | 5,6 | 3,2 | 11,1 | 22,- | " | 903,- | 982,6 | 1.101,6 | 1.291,3 | AMORT. |
| IMM. BRUT | 2.144,6 | 2.389,9 | 2.604,4 | 2.967,6 | " | 3.418,3 | 3.613,4 | 3.745,6 | 4.164,- | K.RES.PRO |
| AUT. IMM. | 107,- 297,1 | 108,8 351,1 | 126,- 668,3 | 121,7 657,8 | " | 531,1 | 414,- | 434,8 | 467,1 | M.T. L.T |
| VAL. EXPL. | 5.252,8 | 4.695,2 | 5.598,3 | 5.954,5 | " | 3.559,6 | 3.877,9 | 3.927,4 | 3.763,2 | C.T.H.B. |
| C.T.H.B. | 3.910,4 | 4.292,- | 3.725,3 | 3.809,8 | " | 3.671,3 | 3.178,8 | 3.454,7 | 3.812,9 | C.T.B. |
| C.T.B. | 610,8 | 506,6 | 373,7 | 380,2 | " | 239,2 | 287,- | 447,- | 413,8 | Résultat |
| TOTAL | 12.328,3 | 12.346,8 | 13.107,1 | 13.913,6 | " | 12.322,5 | 12.353,7 | 13.110,7 | 13.912,3 | TOTAL |

Commerce - Groupe IV

| CHIFFRE D'AFFAIRE | | | | " | CAPITAL SOCIAL | | | |
|-------------------|---------|---------|---------|---|----------------|---------|---------|---------|
| 6.224,9 | 7.438,3 | 9.372,2 | 9.914,9 | " | 1.459,2 | 1.649,8 | 1.967,5 | 1.769,6 |

| ACTIF | " | 1962 | ! | 1963 | ! | 1964 | ! | 1965 | " | 1962 | ! | 1963 | ! | 1964 | ! | 1965 | " | PASSIF |
|------------|---|---------|---|---------|---|---------|---|---------|---|---------|---|---------|---|---------|---|---------|---|-----------|
| ETA. NET | " | 12,3 | ! | 50,4 | ! | 28,4 | ! | 28,8 | " | 118,1 | ! | 1.147,6 | ! | 1.448,6 | ! | 1.668,2 | " | AMORT. |
| IMM. BRUT | " | 2.977,1 | ! | 3.671,- | ! | 4.362,3 | ! | 4.984,1 | " | 2.370,5 | ! | 2.467,7 | ! | 2.888,7 | ! | 2.917,- | " | K.RES.PRO |
| AUT. IMM. | " | 54,3 | ! | 86,3 | ! | 96,9 | ! | 144,6 | " | 197,3 | ! | 410,9 | ! | 137,7 | ! | 564,7 | " | M.T.L.T |
| | " | 71,2 | ! | 68,4 | ! | 111,8 | ! | 174,- | " | | ! | | ! | | ! | | " | |
| VAL. EXPL. | " | 657,5 | ! | 801,- | ! | 904,4 | ! | 813,7 | " | 940,5 | ! | 1.096,8 | ! | 1.631,8 | ! | 1.595,7 | " | C.T.H.B. |
| C.T.H.B. | " | 1.570,8 | ! | 1.588,5 | ! | 1.741,1 | ! | 2.287,2 | " | 1.152,1 | ! | 998,9 | ! | 1.229,9 | ! | 1.649,1 | " | C.T.B. |
| C.T.B. | " | 261,3 | ! | 103,- | ! | 163,8 | ! | 347,5 | " | 25,9 | ! | 241,5 | ! | 71,9 | ! | 389,- | " | Résultat |
| TOTAL | " | 5.604,5 | ! | 6.368,6 | ! | 7.408,7 | ! | 8.779,9 | " | 5.604,4 | ! | 6.363,4 | ! | 7.408,6 | ! | 8.783,7 | " | TOTAL |

Commerce - Groupe V

| CHIFFRE D'AFFAIRE | | | | " | CAPITAL SOCIAL | | | |
|-------------------|---------|---------|---------|---|----------------|-------|-------|-------|
| 3.287,- | 4.065,- | 4.920,5 | 5.304,1 | " | 590,4 | 517,7 | 579,2 | 610,1 |

| ACTIF | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | " | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | " | PASSIF |
|------------|------------|-------------|-------------|--------------|---|---------|---------|---------|---------|---|-----------|
| ETA. NET | 3,4 | 3,- | 1,9 | 1,8 | " | 64,3 | 84,6 | 101,6 | 123,3 | " | AMORT. |
| IMM. BRUT | 224,2 | 246,- | 265,8 | 275,- | " | 709,6 | 652,4 | 724,1 | 835,1 | " | K.RES.PRO |
| AUT. IMM. | 5,- 3,8 | 7,5 22,9 | 7,5 52,2 | 7,5 151,7 | " | 10,2 | 23,2 | 24,- | 45,6 | " | M.T.L.T |
| VAL. EXPL. | 810,5 | 866,3 | 1.021,2 | 1.218,5 | " | 648,4 | 732,6 | 819,1 | 985,3 | " | C.T.H.B. |
| C.T.H.B. | 665,7 | 626,8 | 637,- | 678,1 | " | 263,4 | 247,1 | 365,7 | 407,1 | " | C.T.B. |
| C.T.B. | 67,1 | 101,1 | 209,2 | 184,1 | " | 81,- | 134,1 | 161,5 | 123,1 | " | Résultat |
| TOTAL | 1.779,7 | 1.873,6 | 2.194,8 | 2.516,7 | " | 1.776,9 | 1.874,- | 2.196,- | 2.519,5 | " | TOTAL |

Commerce - Groupe VI

| CHIFFRE D'AFFAIRE | | | | " | CAPITAL SOCIAL | | | |
|-------------------|----------|----------|----------|---|----------------|-------|-------|---------|
| 24.692,9 | 26.876,7 | 38.905,9 | 47.305,5 | " | 682,4 | 742,4 | 924,9 | 1.165,3 |

| ACTIF | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | " | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | " | PASSIF |
|------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---|---------|---------|----------|----------|---|-----------|
| ETA. NET | 1,4 | 1,4 | 1,- | 7,2 | " | 326,4 | 398,3 | 461,- | 528,3 | " | AMORT. |
| IMM. BRUT | 1.029,6 | 958,2 | 967,6 | 1.098,6 | " | 1.249,5 | 938,8 | 1.201,7 | 2.003,5 | " | K.RES.PRO |
| AUT. IMM. | 25,6 67,7 | 26,7 57,- | 26,7 85,4 | 36,3 347,5 | " | - | 4,2 | 15,- | 7,7 | " | M.T.L.T |
| VAL. EXPL. | 2.696,- | 4.403,3 | 9.479,3 | 10.404,1 | " | 1.199,4 | 1.514,- | 1.743,2 | 2.232,6 | " | C.T.H.B. |
| C.T.H.B. | 1.643,5 | 1.317,3 | 1.829,5 | 2.633,2 | " | 3.150,9 | 4.056,6 | 8.901,4 | 9.483,6 | " | C.T.B. |
| C.T.B. | 261,1 | 332,1 | 396,1 | 360,5 | " | -200,8 | 182,2 | 462,6 | 632,5 | " | Résultat |
| TOTAL | 5.724,9 | 7.096,- | 12.785,6 | 14.887,4 | " | 5.725,4 | 7.094,1 | 12.784,9 | 14.888,2 | " | TOTAL |

Commerce Total - Bilan différentiel

| CAPITAL SOCIAL | | |
|----------------|---------|-------|
| -202,6 | 1.177,- | 467,6 |

| ACTIF | 1963 | 1964 | 1965 | 1963 | 1964 | 1965 | PASSIF |
|-----------|---------------|---------------|---------------|---------|----------|---------|-----------------------------|
| ETA. NET | 38,1 | -1,1 | 39,2 | 578,2 | 757,4 | 744,5 | AMORT. |
| IMM. BRUT | 1.118,1 | 1.377,6 | 1.534,8 | -744,6 | 1.411,5 | 2.131,6 | K.RES.PRO |
| AUT. IMM. | 52,7 404,7 | 71,3 957,9 | 57,4 433,5 | 127,7 | -236,3 | 509,4 | M.T.L.T. |
| VAL.EXRL. | 1.113,2 | 9.225,5 | 888,- | 847,6 | 1.576,8 | 284,2 | C.T.H.B. |
| C.T.H.B. | 712,4 | -388,2 | 1.393,7 | 1.225,6 | 7.369,9 | -316,4 | C.T.B. |
| C.T.B. | -664,8 | 383,6 | -841,- | 747,5 | 751,4 | 153,3 | Variation de résultat |
| TOTAL | 2.774,6 | 11.626,6 | 3.505,6 | 2.782,- | 11.630,7 | 3.506,6 | TOTAL |

Commerce - Groupe I

| | | |
|----------------|------|-------|
| CAPITAL SOCIAL | | |
| 13,1 | 59,7 | 108,1 |

| ACTIF | 1963 | 1964 | 1965 | 1963 | 1964 | 1965 | PASSIF |
|------------|-------------|--------------|-------------|-------|-------|-------|-----------------------------|
| ETA. NET | 2,8 | 7,4 | 1,2 | 68,7 | 77,- | 88,6 | AMORT. |
| IMM. BRUT | 152,6 | 76,6 | 152,6 | 112,1 | 152,- | 136,8 | K.RES.PRO |
| AUT. IMM. | 15,3 5,3 | 43,5 27,7 | 4,4 42,1 | 15,8 | 6,4 | 37,8 | M.T.L.T. |
| VAL. EXPL. | 276,7 | 111,2 | 45,- | 207,9 | 234,- | 62,9 | C.T.H.B. |
| C.T.H.B. | 236,6 | 103,2 | 29,1 | 305,9 | 110,3 | 70,4 | C.T.B. |
| C.T.B. | 31,2 | 240,4 | 115,9 | 10,5 | 28,7 | -5,4 | Variation de résultat |
| TOTAL | 720,5 | 610,- | 390,3 | 720,9 | 608,4 | 391,1 | TOTAL |

Commerce - Groupe II

| | | |
|----------------|-------|-------|
| CAPITAL SOCIAL | | |
| -562,7 | 730,7 | 270,4 |

| ACTIF | " | 1963 | ! | 1964 | ! | 1965 | " | 1963 | ! | 1964 | ! | 1965 | " | PASSIF |
|------------|---|--------|---|---------|---|----------|---|--------|---|---------|---|----------|---|-----------------------------|
| ETA. NET | " | - | ! | 7,1 | ! | 20,6 | " | +108,2 | ! | 181,1 | ! | 157,2 | " | AMORT. |
| IMM. BRUT | " | 75,9 | ! | 366,- | ! | 257,- | " | -781,1 | ! | 371,7 | ! | 635,3 | " | K.RES.PRO |
| AUT. IMM. | " | 339,9 | ! | 511,9 | ! | -21,9 | " | -1,8 | ! | -1,9 | ! | -2,- | " | M.T.L.T. |
| VAL. EXPL. | " | -512,5 | ! | 2.876,9 | ! | -544,6 | " | -233,7 | ! | 442,6 | ! | -234,- | " | C.T.H.B. |
| C.T.H.B. | " | 441,6 | ! | -599,7 | ! | -110,8 | " | 676,- | ! | 1.789,3 | ! | -1.787,8 | " | C.T.B. |
| C.T.B. | " | -538,5 | ! | 43,2 | ! | 1.086,4 | " | 37,5 | ! | 424,5 | ! | -256,7 | " | Variation de résultat |
| TOTAL | " | -193,6 | ! | 3.205,4 | ! | -1.486,1 | " | -194,9 | ! | 3.207,3 | ! | -1.488,- | " | TOTAL |

Commerce - Groupe III

| | | |
|----------------|--------|------|
| CAPITAL SOCIAL | | |
| 169,1 | -175,1 | 15,7 |

| ACTIF | 1963 | 1964 | 1965 | 1963 | 1964 | 1965 | PASSIF |
|------------|-------------|---------------|---------------|--------|-------|--------|-----------------------------|
| ETA. NET | -2,4 | 7,9 | 10,9 | 79,6 | 118,6 | 190,1 | AMORT. |
| IMM. BRUT | 245,3 | 214,5 | 363,2 | 195,1 | 132,2 | 418,4 | K.RES.PRO |
| AUT. IMM. | 1,8 54,- | 17,2 317,2 | -4,3 -10,5 | -117,1 | 20,8 | 32,3 | M.T.L.T. |
| VAL. EXPL. | -557,6 | 903,1 | 356,2 | 318,3 | 49,5 | -164,2 | C.T.H.B. |
| C.T.H.B. | 381,6 | -566,7 | 84,5 | -492,5 | 275,9 | 358,2 | C.T.B. |
| C.T.B. | -104,2 | -132,9 | 6,5 | 47,8 | 160,- | -33,2 | Variation de résultat |
| TOTAL | 18,5 | 760,3 | 806,5 | 31,2 | 757,- | 801,6 | TOTAL |

Commerce - Groupe IV

| | | |
|----------------|-------|--------|
| CAPITAL SOCIAL | | |
| 190,6 | 317,7 | -197,9 |

| ACTIF | 1963 | 1964 | 1965 | 1963 | 1964 | 1965 | PASSIF |
|------------|--------------|--------------|--------------|--------|---------|---------|-----------------------------|
| ETA. NET | 38,1 | -22,- | 0,4 | 229,5 | 301,- | 219,6 | AMORT. |
| IMM. BRUT | 693,9 | 691,3 | 621,8 | 97,2 | 421,- | 28,3 | K.RES.PRO |
| AUT. IMM. | 32,- -2,8 | 10,6 43,4 | 47,7 62,2 | 213,6 | -273,2 | 427,- | M.T.L.T. |
| VAL. EXPL. | 143,5 | 103,4 | -90,7 | 156,3 | 535,- | -36,1 | C.T.H.B. |
| C.T.H.B. | 17,7 | 152,6 | 546,1 | -153,2 | 231,- | 419,2 | C.T.B. |
| C.T.B. | -158,3 | 60,8 | 183,7 | 215,6 | -169,6 | 317,1 | Variation de résultat |
| TOTAL | 764,1 | 1.040,1 | 1.371,2 | 759,- | 1.045,2 | 1.375,1 | TOTAL |

Commerce - Groupe VI

| CAPITAL SOCIAL | | |
|----------------|-------|-------|
| 60,- | 182,5 | 240,4 |

| ACTIF | 1963 | 1964 | 1965 | 1963 | 1964 | 1965 | PASSIF |
|------------|--------------|-----------|--------------|---------|---------|---------|-----------------------------|
| ETA. NET | - | -0,4 | 6,2 | 71,9 | 62,7 | 67,3 | AMORT. |
| IMM. BRUT | -71,4 | 9,4 | 131,- | -310,7 | 262,9 | 801,8 | K.RES.PRO |
| AUT. IMM. | 1,1 -10,7 | - 28,4 | 9,6 262,1 | 4,2 | 10,8 | -7,3 | M.T.L.T. |
| VAL. EXPL. | 1.707,3 | 5.076,- | 924,8 | 314,6 | 229,2 | 489,4 | C.T.H.B. |
| C.T.H.B. | -326,2 | 512,2 | 803,7 | 905,7 | 4.844,8 | 582,2 | C.T.B. |
| C.T.B. | 71,- | 64,- | -35,6 | 383,- | 280,4 | 169,9 | Variation de résultat |
| TOTAL | 1.371,1 | 5.689,6 | 2.101,8 | 1.368,7 | 5.690,8 | 2.103,3 | TOTAL |

Sondage - Transitaires

| CHIFFRE D'AFFAIRE | | | | " | CAPITAL SOCIAL | | | |
|-------------------|---------|---------|---------|---|----------------|---------|---------|---------|
| 5.821,6 | 6.589,7 | 7.996,9 | 9.474,3 | " | 683,- | 1.107,6 | 1.248,7 | 1.288,2 |

| ACTIF | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | " | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | " | PASSIF |
|-----------|---------|---------|---------|---------|---|---------|---------|---------|---------|---|-----------|
| ETA. NET | 1,8 | 1,6 | 2,4 | 1,6 | " | 1.330,4 | 1.532,1 | 2.077,7 | 2.469,1 | " | AMORT. |
| IMM. BRUT | 2.872,8 | 3.376,8 | 4.288,3 | 4.747,8 | " | 881,- | 1.339,6 | 1.657,1 | 1.964,- | " | K.RES.PRO |
| AUT. IMM. | 69,2 | 119,8 | 163,5 | 266,6 | " | 340,1 | 345,3 | 402,6 | 442,7 | " | M.T. L.T. |
| VAL EXPL. | 196,4 | 233,2 | 337,7 | 423,1 | " | 2.074,- | 2.276,6 | 2.661,2 | 2.901,8 | " | C.T.H.B. |
| C.T.H.B. | 2.366,- | 2.682,2 | 2.981,- | 3.262,6 | " | 799,5 | 821,4 | 768,3 | 685,7 | " | C.T.B. |
| C.T.B. | 288,7 | 290,- | 415,- | 510,2 | " | 362,1 | 389,7 | 623,2 | 723,7 | " | Résultat |
| TOTAL | 5.794,9 | 6.703,6 | 8.187,9 | 9.211,9 | " | 5.787,1 | 6.704,7 | 8.190,1 | 9.214,- | " | TOTAL |

Transitaires

| CAPITAL SOCIAL | | |
|----------------|-------|------|
| 424,6 | 141,1 | 39,5 |

| ACTIF | 1963 | 1964 | 1965 | 1963 | 1964 | 1965 | PASSIF |
|------------|-------|---------|---------|-------|---------|---------|-----------------------------|
| ETA. NET | -0,2 | 0,8 | -0,8 | 201,7 | 545,6 | 418,4 | AMORT. |
| IMM. BRUT | 504,- | 911,5 | 459,5 | 458,6 | 317,5 | 306,9 | K.RES.PRO |
| AUT. IMM. | 50,6 | 43,7 | 103,1 | 5,2 | 57,3 | 40,1 | M.T.L.T. |
| VAL. EXPL. | 36,8 | 104,5 | 85,4 | 202,6 | 384,6 | 240,6 | C.T.H.B. |
| C.T.H.B. | 316,2 | 298,8 | 281,6 | 21,9 | -53,1 | -82,6 | C.T.B. |
| C.T.B. | 1,3 | 125,- | 95,2 | 27,6 | 233,5 | 100,5 | Variation de résultat |
| TOTAL | 908,7 | 1.484,3 | 1.024,- | 917,6 | 1.485,4 | 1.023,9 | TOTAL |